

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1830

23 juillet 2015

SOMMAIRE

28 Sports Zweite Beteiligungsgesellschaft AG	87807	Revada	87802
ALPINA Real Estate Fund II (Lux)	87802	Rheinisch-Luxemburger Immobilien A.G. ...	87794
Bluestone Real Estate Fund S.C.A., SICAV - SIF	87810	Sakara Holding S.A.	87794
Emilion Management S.à r.l.	87838	Samot S.A.	87795
Gadki DP SCSP	87803	Samot S.A.	87796
GP Finance International S.à r.l.	87799	Samsonite International S.A.	87806
Gramimmo S.A.	87801	Sanitaires & Chauffage LEONARD SOEURS s.à r.l. (succ: Hubert CANOVI)	87796
Grivalia Hospitality S.A.	87823	Saphir Partner S.A.	87796
Hansteen Leipzig S.à r.l.	87799	Schwedenkreuz Investments Holding S.A. ...	87797
Haute Horlogerie Benelux S.A.	87800	Share	87797
Hawkley Luxco S. à r.l.	87798	SIGAM S.A., société de gestion de patrimoine familial	87798
HPK Luxembourg 1 Cubes S.à r.l.	87799	Société du Parking du Théâtre S.A.	87795
Icaria Invest S.à r.l.	87800	Société Générale Bank & Trust	87796
Iceberg Finance Luxembourg S.A.	87800	Société Luxembourgeoise de Biocombustible S.à r.l.	87797
Ikra Sicav	87801	Sopra Steria PSF Luxembourg S.A.	87839
Immeuble du Pêcheur AG	87801	Spinforge	87839
Infinium S.A.	87840	Spirits International B.V.	87795
«L'Angle» Place de Strasbourg S.à r.l.	87804	Spirits Product International Intellectual Property B.V.	87795
Lazarus S.A.	87799	Stena International S.A.	87795
LuxSoleil S.à r.l.	87801	Stena International S.A.	87798
MC Holding Participation S.A.	87794	Vouga Management S.à r.l.	87794
Meng Drogerie + S.à R.L.	87806	Wombats Partners S.A.	87794
Motus France Holding S.à r.l.	87802		
Patron Mawson S.à r.l.	87802		

MC Holding Participation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 76.425.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015077132/9.
(150087488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Rheinisch-Luxemburger Immobilien A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 67.152.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 mai 2015.
Référence de publication: 2015077301/10.
(150087988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Vouga Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.
R.C.S. Luxembourg B 171.395.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 juin 2015.
Référence de publication: 2015081993/10.
(150093841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

Wombats Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 156.468.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.
Pour extrait conforme
Référence de publication: 2015082013/11.
(150092950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

Sakara Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 70.920.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 22 mai 2015

Révocation de Monsieur Norbert SCHMITZ, en tant qu'administrateur avec effet immédiat;

Nomination de Madame Tazia BENAMEUR demeurant professionnellement au 3 avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, née le 9 novembre 1969 à Mohammadia (Algérie) au poste d'administrateur avec effet immédiat. Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale de 2017.

Pour la société

SAKARA HOLDING S.A.

Référence de publication: 2015082743/14.

(150094680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

Stena International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 104.173.

—
Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015082737/9.
(150094879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

Spirits International B.V., Société à responsabilité limitée.

Siège de direction effectif: L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim.
R.C.S. Luxembourg B 123.481.

—
Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 juin 2015.
Référence de publication: 2015082735/10.
(150094924) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

Spirits Product International Intellectual Property B.V., Société à responsabilité limitée.

Siège de direction effectif: L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim.
R.C.S. Luxembourg B 123.435.

—
Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 juin 2015.
Référence de publication: 2015082736/10.
(150094925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

Samot S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 62.602.

—
Le bilan de la société au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.
Pour la société
Un mandataire
Référence de publication: 2015082744/12.
(150094952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

Société du Parking du Théâtre S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 24B, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 18.741.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 18 mai 2015

Il est décidé de nommer comme commissaire en remplacement de son mandat de réviseur d'entreprises agréé:
RSM AUDIT LUXEMBOURG S.à r.l., 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg
Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale devant approuver les comptes de l'exercice 2015.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 juin 2015.
Référence de publication: 2015082730/13.
(150094994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

Sanitaires & Chauffage LEONARD SOEURS s.à r.l. (succ: Hubert CANOVI), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1738 Luxembourg, 12, rue Luc Housse.

R.C.S. Luxembourg B 45.403.

—
Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015082746/9.

(150094779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

Saphir Partner S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2327 Luxembourg, 16, Montée de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 147.478.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour SAPHIR PARTNER S.A.

SGG S.A.

Référence de publication: 2015082748/11.

(150094626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

Société Générale Bank & Trust, Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 6.061.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03/06/2015.

SOCIETE GENERALE BANK & TRUST

Société Anonyme

Patrick VINCENT

Secrétaire du Conseil d'Administration

Référence de publication: 2015082769/14.

(150094201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

Samot S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 62.602.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 20 mai 2015

- L'Assemblée ratifie la cooptation en tant qu'administrateur de Monsieur Riccardo Incani, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Son mandat se terminera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015.

- L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Fabrizio Terenziani, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg et de Lux Konzern Sàrl, ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, représentée par son représentant permanent Mr Peter Van Opstal, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de Co-Ventures S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015.

Luxembourg, le 20 mai 2015.

Pour extrait conforme

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2015082745/20.

(150094953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

Société Luxembourgeoise de Biocombustible S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 100.000,00.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 189.505.

—
Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 02 juin 2015

Les associés acceptent la démission du gérant unique Monsieur T. Djierdjian.

Les associés décident à l'unanimité de pourvoir à son remplacement par la nomination de Monsieur Philippe Moitroux né le 1^{er} Mai 1963 à Liège (Belgique) domicilié au 34 rue du Centenaire 4452 Juprelle Belgique, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 02 juin 2015.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2015082770/17.

(150094646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

Schwedenkreuz Investments Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 72.439.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale ordinaire réunie à Luxembourg le 3 juin 2015 a renouvelé les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes pour un terme de six ans.

Le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Madame Nicole Thommes
- Madame Andrea Dany
- Monsieur Marc Koeune
- Monsieur Jean-Yves Nicolas

Le commissaire aux comptes est CeDerLux-Services S.à R.l.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2021.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2015082750/18.

(150094398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

Share, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 28.744.

—
Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 20 avril 2015

L'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

1. de réélire Messieurs Jean-Michel Gelhay, Vincent Planche et Eric Lobet, en qualité d'administrateurs pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2016,

2. de réélire KPMG Luxembourg Société coopérative (anciennement dénommée KPMG Luxembourg, S.à r.l.), immatriculée auprès du Registre de Commerce sous le numéro B-149133 et étant située au 39, Avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, en qualité de Réviseur d'Entreprises, pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2016.

Luxembourg, le 29 mai 2015.

Pour SHARE

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliataire

Référence de publication: 2015082758/19.

(150094466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

Hawley Luxco S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 134.227.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} Juin 2015.

Hawley Luxco S.à.r.l.

Fides (Luxembourg) S.A.

Liquidateur

Référence de publication: 2015082365/14.

(150094322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

Stena International S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 125.199.100,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 104.173.

Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique lors de l'assemblée générale annuelle de la société tenue à Luxembourg en date du 24 avril 2015

L'actionnaire unique de la Société a décidé de procéder au renouvellement du mandat de réviseur d'entreprises agréé attribué à la société coopérative de droit luxembourgeois PricewaterhouseCoopers, établie et ayant son siège social à L-1471 Luxembourg, 400, route d'Esch, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65477, avec effet à la date des résolutions pour une période se terminant à la date de la tenue de la prochaine assemblée générale annuelle de la Société en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015082738/16.

(150094887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

SIGAM S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 150.270.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle des actionnaires tenue le 15 mai 2015 à 10.00 heures

- L'Assemblée décide de renouveler le mandat des Administrateurs

Sont renommés Administrateurs:

* Monsieur Alexis Kamarowsky, Directeur de Sociétés, né à Bad Rothenfelde (Allemagne), le 10 avril 1947, demeurant professionnellement au 11, avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg;

* Monsieur Federigo Cannizzaro di Belmontino, Juriste, né à La Spezia (Italie), le 12 septembre 1964, demeurant professionnellement au 11, Avenue de la Porte Neuve L-2227 Luxembourg;

* Monsieur François Manti, juriste, né à Algrange (France), le 07 octobre 1970, demeurant professionnellement au 11, Avenue de la Porte Neuve L-2227 Luxembourg.

Le mandat des Administrateurs prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2021.

- L'Assemblée décide de renouveler le mandat du Commissaire aux comptes, la société Luxembourg International Consulting SA, en abrégé «Interconsult» avec siège social à 11, Avenue de la Porte Neuve L-2227 Luxembourg.

Le mandat du Commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2021.

Luxembourg, le 15 mai 2015.

Pour extrait conforme

Signatures

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2015082762/24.

(150094419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

HPK Luxembourg 1 Cubes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 139.865.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015082380/9.

(150094591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

Hansteen Leipzig S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.957.200,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 115.158.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Hansteen Leipzig S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015082363/11.

(150094211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

GP Finance International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 381.657,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 192.083.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03 juin 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015082357/12.

(150095112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

Lazarus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 104.312.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 30 avril 2015 à 10.45 heures à Luxembourg
44, avenue J.F. Kennedy*

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de renouveler les mandats d'Administrateurs de Monsieur Jean-Charles Thouand, Administrateur, Monsieur Koen Lozie, Administrateur et Président et de la société JALYNE S.A., 44, avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg, représentée par Monsieur Jacques Bonnier, 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de renouveler le mandat de Commissaire aux Comptes de la société THE CLOVER.

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2015.

Pour copie conforme

JALYNE S.A.

Signature

Un administrateur

Référence de publication: 2015081552/21.

(150093925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

Haute Horlogerie Benelux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 96.159.

—

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenu le 10 avril 2015

Le Conseil décide de révoquer FIDUPAR, société anonyme, établie et ayant son siège social à L-1855 Luxembourg, 44 avenue J-F Kennedy, comme dépositaire des actions au porteur de la Société.

Copie certifiée conforme

- / JALYNE S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015082376/14.

(150095048) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

Iceberg Finance Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 131.946.

—

Le siège social de l'Administrateur Société Civile Bonnefoit est transféré du 4, Rue de la Paix F-75002 Paris à 33 Boulevard du Prince Henri L-1724 Luxembourg. La dénomination de l'Administrateur est devenue BONNEFOIT S.A. et le numéro d'immatriculation de l'Administrateur auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg est le B 171956.

L'adresse de l'Administrateur et de l'Administrateur-Délégué Monsieur Charles-Edouard MONOT est établie au 33, Boulevard du Prince Henri,, L-1724 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015082394/15.

(150094819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

Icaria Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.525,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 121.595.

—

Suite aux résolutions écrites de l'associé unique en date du 27 mai 2015 de la Société, les décisions suivantes ont été prises:

1. Démission du Gérant B suivant en date du 22 mai 2015:

Monsieur Paul Galliver, né le 15 juin 1980 à Monaco, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

2. Nomination du Gérant B suivant en date du 22 mai 2015 pour une durée indéterminée:

Monsieur Domenico Latronico, né le 14 septembre 1969 à Potenza, Italie, avec adresse professionnelle au 46A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

Résultant des décisions susmentionnées, le conseil de gérance de la société est comme suit:

- Monsieur Geoffrey D. L. Picrit, Gérant A;
- Monsieur Hamish M. Walker, Gérant A;
- Monsieur Patrick Leonardus Cornelis van Denzen, Gérant B;
- Monsieur Domenico Latronico, Gérant B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Icaria Invest S.à r.l.

Patrick Leonardus Cornelis van Denzen

Gérant B

Référence de publication: 2015082393/25.

(150094517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

Ikra Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 180.690.

Les comptes annuels de la société IKRA SICAV au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015082400/10.

(150094277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

LuxSoleil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7362 Bofferdange, 49, an de Strachen.
R.C.S. Luxembourg B 169.276.

Koordinierte Statuten hinterlegt beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 2. Juni 2015.

Für die Gesellschaft

Jean SECKLER

Der Notar

Référence de publication: 2015081545/13.

(150093147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

Gramimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 162.973.

Extrait de la résolution prise par l'actionnaire unique de la Société en date du 25 mai 2015

En date du 25 mai 2015, l'actionnaire unique de la Société a pris la résolution suivante:

- de transférer le siège social de la Société du 37C, Avenue John F. Kennedy L-1855 Luxembourg au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg avec effet au 1^{er} juin 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.

GRAMIMMO S.A.

Signature

Référence de publication: 2015082358/15.

(150094795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

Immeuble du Pêcheur AG, Société Anonyme.

Siège social: L-7450 Lintgen, 78, route Principale.
R.C.S. Luxembourg B 97.695.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société IMMEUBLE DU PECHEUR, qui s'est tenue à Luxembourg, en date du 28 mai 2010.

Résolution:

Reconduction du mandat de Cube Concept S.A., ayant son siège à L-1273 Luxembourg 12, rue de Bitbourg, en tant que commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2021.

La résolution ayant été adoptée à l'unanimité, la totalité du capital étant représentée.

Luxembourg, le 31 mai 2015.

Jacqueline SCHICKES

Administrateur unique

Référence de publication: 2015082404/16.

(150094855) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

Patron Mawson S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 184.651.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 mai 2015.

Référence de publication: 2015077215/10.

(150088774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

ALPINA Real Estate Fund II (Lux), Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 13, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 150.525.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 02 juin 2015.

Référence de publication: 2015080983/11.

(150093654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

Motus France Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 371.932,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 186.555.

Veillez noter que le siège social de l'associé Motus Holding B.V. a été transféré du 200, Prins Bernhardplein, 1097 JB Amsterdam, Pays-Bas au 2, Prof. J.H. Bavincklaan, 1183 AT Amstelveen, Pays-Bas.

Il est par ailleurs porté à la connaissance des tiers que le numéro d'immatriculation de l'associé Motus Holding B.V. est désormais le 60370920.

Luxembourg, le 03 juin 2015.

Pour avis sincère et conforme

Pour Motus France Holding S.à r.l.

Mandataire

Référence de publication: 2015082533/16.

(150094993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juin 2015.

Revada, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 151.365.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale annuelle tenue extraordinairement en date du 21 mai 2015

L'assemblée a également décidé de réélire avec effet immédiat les administrateurs suivants:

- Catherine BEERENS, 4 rue Peternelchen, L-2370 Howald;
- Christophe JASICA, 4 rue Peternelchen, L-2370 Howald;
- Eric LECLERC, 4 rue Peternelchen, L-2370 Howald.

Leur mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2020.

L'assemblée a également décidé de réélire avec effet immédiat Pascal FABECK comme commissaire aux comptes. Son mandat prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2020.

Pour la société

Un administrateur

Référence de publication: 2015077298/17.

(150087612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Gadki DP SCSP, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 197.057.

Excerpts of the limited partnership agreement (the "Agreement") of GADKI DP SCSP, a special limited partnership, executed on 21 May 2015

1. Partners who are jointly and severally liable. Gadki GP S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, with registered office at 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) being registered with the Luxembourg trade and companies register under the number B 196.711 (the "General Partner").

2. Name, Partnership's Purpose, Registered Office, Business Year.

(i) Name

The special limited partnership shall have the name: "GADKI DP SCSP" (the "Partnership").

(ii) Purpose

The object (objet social) of the Partnership is (i) the holding of participations consisting of interests and rights of any kind in Luxembourg and foreign Entities and/or other arrangements and in any other form of investment, (ii) the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange, or otherwise, of securities of any kind and (iii) the administration, management, control and development of its portfolio.

The Partnership may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the Entities in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group as the Partnership.

An additional purpose of the Partnership is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, including the direct or indirect holding of participations in Luxembourg or foreign Entities, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

The Partnership is entitled to pursue any and all activities which directly or indirectly serve its purpose. The Partnership exercises any and all rights and obligations which pertain to any shares or interests in other Entities.

(iii) Registered Office

The Partnership shall have its registered office in 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

(iv) Business Year

The business year of the Partnership shall be the calendar year.

3. Designation of the manager and Signatory powers. The Partnership shall be managed by Gadki GP S.à r.l. in its capacity of General Partner of the Partnership.

The General Partner is vested with the broadest powers to carry out all acts necessary or useful for accomplishing the object of the Partnership. All powers not expressly reserved by law or by this Agreement to a general meeting of Partners are in the competence of the General Partner.

The General Partner shall manage the Partnership on the basis of the provisions of this Agreement and otherwise in the best interest of the Partnership. Any liability of the General Partner vis à vis the Partnership or its Partners shall be limited to wilful misconduct (dol) or gross negligence (negligence grave).

4. Date on which the Partnership commences and Date on which it ends. The Partnership commences as from 21 May 2015, for an indefinite term.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

1. Associés Commandités tenus conjointement et solidairement responsables. Gadki GP S.à r.l. une société à responsabilité limitée, constituée et régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social sis au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de EUR 12,500 (douze mille cinq cent euros) et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 196.711 (l'«Associé Commandité»).

2. Dénomination, Objet social, Siège social et Exercice social.

(i) Dénomination

La dénomination de la société en commandite spéciale est: «GADKI DP SCSP» (la «Société»).

(ii) Objet social

La Société a pour objet (i) la détention de participations se composant d'intérêts et de droits de toute nature, dans des Entités du Grand-Duché de Luxembourg ou étrangères et/ou dans tout autre dispositif et toute autre forme d'investissement, (ii) l'acquisition par l'achat, la souscription, ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par la vente, l'échange ou autre, de titres de toute nature et (iii) l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de son portefeuille.

La Société pourra également se porter garante, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister les Entités dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de toute autre nature ou qui font partie du même groupe que la Société.

La Société a également pour objet l'acquisition et la vente de biens immobiliers au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, en ce compris la détention directe ou indirecte de participations dans des Entités luxembourgeoises ou étrangères, dont l'objet principal est l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gestion et/ou la location de biens immobiliers.

La Société peut réaliser toutes les activités qui servent directement ou indirectement son objet. La Société exerce tous les droits et obligations liés aux parts ou intérêts qu'elle détient dans d'autres Entités.

(iii) Siège social

Le siège social de la Société est fixé au 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

(iv) Exercice social

L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

3. Désignation des gérants et Pouvoir de signature. La Société sera gérée par Gadki GP S.à r.l. en sa qualité d'Associé Commandité de la Société.

L'Associé Commandité est investi des pouvoirs les plus larges pour prendre toute action nécessaire ou utile à l'accomplissement de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Associés par la loi ou par le présent contrat relèvent de la compétence de l'Associé Commandité.

L'Associé Commandité doit gérer la Société en application des dispositions du Contrat ou à tout le moins dans l'intérêt de la Société. La responsabilité de l'Associé Commandité vis-à-vis de la Société ou de ses Associés doit être limitée au cas de dol ou de négligence grave.

4. Date de création de la Société et de son terme. La Société est créée le 21 mai 2015 et ce pour une durée indéterminée.

Référence de publication: 2015078462/79.

(150089433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2015.

«L'Angle» Place de Strasbourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1134 Luxembourg, 12, rue Charles Arendt.

R.C.S. Luxembourg B 197.169.

STATUTS

L'an deux mil quinze, le vingtième jour du mois de mai.

Pardevant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

A comparu:

La société AVENSIS, une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1134 Luxembourg, 12, rue Charles Arendt, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous la section B et son numéro 71086, ici représentée par son administrateur Monsieur Yves Rommelfanger, salarié, demeurant professionnellement à L-1134 Luxembourg, 12, rue Charles Arendt.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a déclaré avoir constitué une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois en vigueur et notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle qu'amendée ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de:

«L' ANGLE» PLACE DE STRASBOURG S.à r.l.

Art. 3. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg. Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg de l'accord des associés.

Art. 4. La société a pour objet la gestion de sociétés, l'achat et la vente, la gestion, l'échange, la location, la promotion et la mise en valeur d'immeubles ainsi que toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à cet objet social.

La société a en outre pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement. La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties. La société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social. La société pourra dans le cadre de son activité accorder notamment hypothèque ou se porter caution réelle d'engagements en faveur de tiers.

D'une façon générale, la société pourra exercer toutes activités généralement quelconques qui pourraient paraître nécessaires à l'accomplissement ou au développement de son objet social.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 6. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EURO (EUR 12.500.-) représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125.-) chacune.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Des transferts de parts sociales inter vivos à des non-associés ne peuvent se faire que moyennant l'agrément des associés représentant au moins 75 % du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Un associé ainsi que les héritiers et représentants ou ayants-droit et créanciers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Ils sont nommés par l'assemblée générale des associés pour une durée indéterminée et peuvent à tout moment être révoqués.

Les pouvoirs des gérants seront déterminés dans leur acte de nomination.

Art. 11. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou par consultation écrite à la diligence de la gérance.

Une décision n'est valablement prise qu'après avoir été adoptée par des associés représentant plus de cinquante pour cent (50%) du capital social.

Aussi longtemps que la société n'a qu'un seul associé, il exercera tous les pouvoirs réservés à l'assemblée générale des associés par la loi ou par les présents statuts.

Les résolutions prises par l'associé unique seront inscrites sous forme de procès-verbaux.

Art. 12. L'année sociale commence le premier janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année. Par dérogation, le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et finira le 31 décembre 2015.

Art. 13. Chaque année au dernier jour de décembre il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

Les produits de la société, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constituent le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé. Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des associés.

Art. 14. En cas de dissolution de la société, chaque associé prélèvera avant tout partage le montant nominal de sa part dans le capital; le surplus sera partagé au prorata des mises des associés. Si l'actif net ne permet pas le remboursement du capital social, le partage se fera proportionnellement aux mises initiales.

Art. 15. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives. Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Art. 16. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions des lois afférentes.

Souscription

Les statuts de la société ayant été ainsi établis, le comparant souscrit l'intégralité du capital comme suit:

AVENSIS, prénommée, cent parts sociales	100
TOTAL: CENT PARTS SOCIALES	100

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées, ce dont l'associé unique se donne quittance et décharge:

Le notaire instrumentaire constate expressément que dès à présent la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EURO (EUR 12.500.-) se trouve à la disposition de la société ainsi qu'il lui en a été justifié.

Évaluation - Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève approximativement à mille cent euros (1.100.-EUR).

Assemblée générale extraordinaire

Les statuts de la société ayant été arrêtés ainsi, l'associé préqualifié, exerçant les pouvoirs de l'assemblée générale, a pris les résolutions suivantes:

1) Est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Yves Rommelfanger, né le 18 janvier 1962 à Wiltz, demeurant professionnellement à L-1134 Luxembourg, 12, rue Charles Arendt.

La société est valablement engagée par la signature individuelle du gérant unique. Il peut déléguer des pouvoirs à des tiers.

2) Le siège social est établi à L-1134 Luxembourg, 12, rue Charles Arendt.

Le notaire instrumentant a rendu le comparant attentif au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

Pouvoirs

Les comparants, agissant dans un intérêt commun, donnent pouvoir à tous clercs et employés de l'Étude du notaire soussigné, à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs éventuels des présentes.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Yves Rommelfanger, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 20 mai 2015. 1LAC / 2015 / 15598. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Paul Molling.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 26 mai 2015.

Référence de publication: 2015080097/111.

(150092098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.

Samsonite International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 159.469.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mai 2015.

Référence de publication: 2015077341/10.

(150087371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Meng Drogerie + S.à R.L., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5612 Mondorf-les-Bains, 28, avenue François Clement.

R.C.S. Luxembourg B 184.230.

Dépôt rectificatif remplaçant le L150086249 déposé le 21/05/2015

La société BB ROYAL HOLDING SA, 11, avenue Guillaume, L-1651 Luxembourg, B181509, cède 1 part à la société 7 START Sàrl, 11, avenue Guillaume, L-1651 Luxembourg, B181133 et 129 parts à la société Mezzo Capital SP.ZO.O. SARL, Rakowiecka Strasse 36/217, 02-532 Warschau, REGON 639670562.

Mondorf-les-Bains, le 28-05-2015.

Pour l'Administration

Signature

Référence de publication: 2015079652/14.

(150090547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

28 Sports Zweite Beteiligungsgesellschaft AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 197.142.

— STATUTEN

Im Jahre zweitausendfünfzehn, den achtzehnten Tag im Monat Mai.

Vor dem unterzeichnenden Notar Paul BETTINGEN, mit dem Amtssitze zu Niederanven.

Ist erschienen:

Die Aktiengesellschaft 28 SPORTS AG, mit Sitz in L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff, eingetragen im Handels- und Firmenregister Luxemburg unter der Nummer B 110.932, gegründet gemäss Urkunde von der Notarin Blanche MOU-TRIER, mit Amtssitz in Esch/Alzette, am 30. September 2005, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (das „Mémorial“), Nummer 193 vom 27. Januar 2006.

Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt abgeändert durch Urkunde vom unterzeichnenden Notar, aufgenommen am 14. April 2015, noch nicht im Mémorial veröffentlicht.

Die Gesellschaft wird hier vertreten durch Herrn Edgar REIFER, Verwaltungsratsmitglied, geschäftsansässig in L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

Vorbenannte Erschienenene, vertreten wie vorerwähnt, ersucht den unterzeichnenden Notar, die Satzung einer von ihr zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu dokumentieren.

I. - Benennung, Sitz, Dauer, Gesellschaftszweck, Kapital

Art. 1. Es wird eine Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung “28 SPORTS ZWEITE BETEILIGUNGSGESELLSCHAFT AG” gegründet.

Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Niederanven.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen, Zweigstellen, Agenturen und Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Sollte die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder der reibungslose Verkehr mit dem Sitz oder auch dieses Sitzes mit dem Ausland durch außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art gefährdet werden, so kann der Verwaltungsrat den Gesellschaftssitz vorübergehend und bis zur völligen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegen; diese einstweilige Maßnahme betrifft jedoch in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft, die unabhängig von dieser einstweiligen Verlegung des Gesellschaftssitzes, luxemburgisch bleibt.

Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer errichtet.

Art. 2.

2.1 Die Gesellschaft hat zum Zweck jedwelche Beteiligung an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften, der Erwerb durch Ankauf, Zeichnung oder auf andere Weise, sowie Übertragung durch Verkauf, Wechsel oder auf andere Art von Wertpapieren, Verbindlichkeiten, Schuldforderungen, Scheinen und anderen Werten aller Art, der Besitz, die Verwaltung und Verwertung ihres Wertpapierbestandes.

Die Gesellschaft kann sich an der Gründung und Entwicklung jeder finanzieller, industrieller oder kommerzieller Gesellschaft beteiligen und ihnen alle Mithilfe geben, sei es durch Kredite, Garantien, oder auf andere Art und Weise.

Die Gesellschaft kann alle Kontrollen und Aufsichtsmaßnahmen durchführen und jede Art von finanziellen Operationen machen, welche sie für nötig hält zur Verwirklichung und Durchführung ihres Zwecks.

2.2 Zweck der Gesellschaft sind ebenfalls alle industriellen, kommerziellen, finanziellen, beweglichen oder unbeweglichen Handlungen, welche direkt oder indirekt mit der Gründung, Verwaltung und Finanzierung, unter welcher Form auch immer, in Verbindung stehen, sowie die Verwaltung und Verwertung, sei es permanent oder vorübergehend.

2.3 Gesellschaftszweck ist ferner der Handel, Erwerb und die Veräußerung von Produkten, Dienstleistungen und Lizenzen im Bereich Fitness, Fashion und Lifestyles, wie Getränke, Kleidung, Accessoires sowie die Übernahme der Geschäftsführung von Gesellschaften aus diesen Bereichen.

2.4 Die Gesellschaft kann ergänzend auch ihr eigenes Vermögen verwalten, sie kann ihre Tätigkeiten im In- und Ausland ausüben, Zweigniederlassungen errichten und alle sonstigen Geschäfte betreiben, die für die Erreichung ihres Zweckes förderlich sind und im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen, insbesondere derjenigen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, wie abgeändert.

Art. 3.

3.1 Das gezeichnete und eingezahlte Aktienkapital beträgt einunddreißigtausend EURO (31.000,- EURO), eingeteilt in einunddreißigtausend (31.000) Aktien mit einem Nominalwert von je einem EURO (1,- EURO).

Die Gesellschaftsaktien sind Namensaktien.

Ein Register der Namensaktien wird am Gesellschaftssitz geführt, wo es jedem Aktionär zur Einsicht zur Verfügung steht. Dieses Register enthält alle durch Artikel 39 des Gesetzes von 1915 vorgeschriebenen Auskünfte.

Das Eigentum an einer Namensaktie wird durch die Eintragung in das Aktienregister begründet.

3.2 Zusätzlich zum gezeichneten Kapital gemäß Absatz 3.1 wird ein genehmigtes Kapital der Gesellschaft eingeführt. Das genehmigte Kapital beträgt eine Million EURO (1.000.000,- EURO), eingeteilt in eine Million (1.000.000,-) namenlose Stückaktien von je einem EURO (1,- EURO).

3.3 Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, während der Dauer von fünf Jahren, laufend vom Tag der Veröffentlichung der Gründungsurkunde, das gezeichnete Kapital ganz oder teilweise unter Berücksichtigung der hiernach aufgeführten Bedingungen im Rahmen des genehmigten Kapitals zu erhöhen. Diese Kapitalerhöhungen können durch Zeichnung und Ausgabe neuer Aktien gegen Bar- oder Sacheinlage oder durch Umwandlung freier Rücklagen oder vorgetragener Gewinne im Einklang mit den jeweils geltenden gesetzlichen Bestimmungen sowie mit oder ohne Agio („prime d'émission“) entsprechend den Beschlüssen des Verwaltungsrates durchgeführt werden. Der Verwaltungsrat kann jedes Verwaltungsratsmitglied, den Delegierten oder jede andere ordnungsgemäß bevollmächtigte Person beauftragen, die Zeichnung der neu auszugebenden Aktien und die Zahlung für die Aktien, welche die ganze oder teilweise Kapitalerhöhung darstellen, zu akzeptieren bzw. entgegenzunehmen. Nach jeder im Zuge dieser Ermächtigung erfolgten und durch den Verwaltungsrat festgesetzten Kapitalerhöhung werden Absatz 3.1 und Absatz 3.2 entsprechend geändert. Der Verwaltungsrat wird sämtliche Schritte unternehmen bzw. genehmigen, um die Durchführung und Veröffentlichung dieser Satzungsänderung, wie vom Gesetz vorgesehen, vorzunehmen.

3.4 Das gezeichnete und genehmigte Aktienkapital der Gesellschaft kann gemäß Beschluss der Generalversammlung mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen erhöht oder herabgesetzt werden, welcher wie bei Satzungsänderungen zu fassen ist.

3.5 Der Verwaltungsrat ist ermächtigt das Vorzugsrecht zur Zeichnung der Aktionäre bei der obengenannten Neuausgabe von Aktien mittels Einzahlung von Bareinlagen oder Sacheinlagen, aufzuheben oder einzuschränken.

Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes und gemäß den darin festgelegten Bedingungen eigene Aktien erwerben.

II. - Verwaltung, Überwachung

Art. 4. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei (3) Mitgliedern besteht, die keine Aktionäre sein müssen, welche von der Generalversammlung für eine Dauer ernannt werden, die sechs (6) Jahre nicht überschreiten darf. Die Verwaltungsratsmitglieder sind wiederwählbar.

Art. 5. Der Verwaltungsrat hat die weitest gehenden Befugnisse, um die Gesellschaftsangelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten; er ist für alles zuständig, was nicht ausdrücklich durch das Gesetz und durch die vorliegenden Satzungen der Generalversammlung vorbehalten ist. Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist, wobei ein Verwaltungsratsmitglied durch einen Kollegen vertreten werden kann (Vollmachten per Schreiben, Email, Telex oder Telefax sind möglich). In dringenden Fällen können die Verwaltungsratsmitglieder ihre Stimme auch schriftlich, fernschriftlich, telegraphisch, per Telefax oder Email abgeben. Ein schriftlich gefasster Beschluss, der von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigt und unterschrieben ist, ist genauso rechtswirksam wie ein anlässlich einer Verwaltungsratsitzung gefasster Beschluss. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen getroffen.

Art. 6. Der Verwaltungsrat kann alle oder einen Teil seiner Befugnisse an einen oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder andere Bevollmächtigte übertragen. Die Gesellschaft wird verpflichtet durch die Einzelunterschrift eines Verwaltungsratsmitglieds oder durch die Einzelunterschrift des geschäftsführenden Verwaltungsratsmitglieds.

Das erste geschäftsführende Verwaltungsratsmitglied kann durch die Generalversammlung der Aktionäre ernannt werden. Im Rahmen der täglichen Geschäftsführung wird die Gesellschaft durch die Unterschrift eines Delegierten gemäß der jeweils gültigen Geschäftsordnung für den Delegierten der Gesellschaft wirksam vertreten.

Art. 7. In sämtlichen Rechtssachen, sei es als Klägerin, sei es als Beklagte, wird die Gesellschaft vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder vom geschäftsführenden Verwaltungsrat vertreten.

Art. 8. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt Interimdividenden zu zahlen unter den gesetzlich vorgeschriebenen Bedingungen,

Art. 9. Die Überwachung der Tätigkeit der Gesellschaft wird einem oder mehreren Kommissaren anvertraut; ihre Amtszeit kann sechs (6) Jahre nicht überschreiten. Sie sind wiederwählbar.

III. - Generalversammlung und Gewinnverteilung

Art. 10. Die Generalversammlung vertritt alle Aktionäre. Sie hat die weitestgehenden Vollmachten um über die Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden.

Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt gemäß den Bestimmungen des Gesetzes. Eine Einberufung ist nicht notwendig wenn alle Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sofern sie erklären den Inhalt der Tagesordnung im Voraus gekannt zu haben.

Die Generalversammlung beschließt über die Verwendung und Verteilung des Reingewinnes.

Art. 11. Die jährliche Generalversammlung findet am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen in dem Einberufungsschreiben genannten Ort in Luxemburg statt und zwar am zweiten Mittwoch des Monats Juni um 9.00 Uhr. Falls der vorgenannte Tag ein Feiertag ist, findet die Versammlung am ersten nachfolgenden Werktag statt.

Art. 12. Der Bilanzüberschuss stellt nach Abzug der Unkosten und Abschreibungen den Nettogewinn der Gesellschaft dar. Von diesem Gewinn sind 5% (fünf Prozent) für die Bildung der gesetzlichen Rücklage zu verwenden; diese Verpflichtung wird aufgehoben, wenn die gesetzliche Rücklage 10% (zehn Prozent) des Gesellschaftskapitals erreicht.

Der Saldo steht zur freien Verfügung der Generalversammlung.

Art. 13. Durch Beschluss der Generalversammlung können ein Teil oder der ganze Gewinn oder aber ausschüttungsfähige Rücklagen zur Kapitaltilgung genutzt werden mittels Rückzahlung des Nominalwertes aller oder eines Teiles der ausgegebenen Aktien; diese Aktien werden durch das Los bestimmt und das gezeichnete Kapital wird nicht herabgesetzt. Die zurückgezählten Aktien werden annulliert und durch Genussscheine ersetzt welche die selben Rechte wie die annullierten Aktien besitzen, mit der Ausnahme des Rechtes der Rückzahlung des Nominalwertes und des Rechtes auf die Zahlung einer ersten Dividende welche den nicht zurückgezählten Aktien vorbehalten ist.

IV. - Geschäftsjahr, Auflösung

Art. 14. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember jeden Jahres.

Art. 15. Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden, welcher unter den gleichen Bedingungen gefasst werden muss wie bei Satzungsänderungen.

V. - Allgemeine Bestimmungen

Art. 16. Für alle nicht in dieser Satzung festgelegten Punkte, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 sowie auf deren späteren Änderungen, sowie auf die Aktionärsvereinbarung in ihrer jeweils geltenden Fassung.

Bescheinigung

Der unterzeichnende Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Vorübergehende Bestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2015.

Die erste ordentliche Generalversammlung der Gesellschafter findet im Jahre 2016 statt.

Schätzung der Gründungskosten

Die Gründer schätzen die Kosten, Gebühren und jedwelche Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlass gegenwärtiger Gründung erwachsen, auf eintausendeinhundert Euro (EUR 1.100,-).

Kapitalzeichnung

Die gesamten einunddreißigtausend (31.000) Aktien wurden durch die 28 SPORTS AG gezeichnet und zu einhundert Prozent (100%) in bar eingezahlt, so dass der Gesellschaft ab heute die Summe von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) zur Verfügung steht, worüber dem Notar der Nachweis erbracht wurde.

Beschlüsse des Alleinigen Gesellschafters

Sodann hat der alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1.- Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird festgelegt auf drei (3) und diejenige der Kommissare wird auf eins (1) festgelegt.

2.- Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder und des Kommissars enden mit der ordentlichen Jahresversammlung des Jahres 2020.

3.- Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:

a) 28 SPORTS AG, vorbenannt, vertreten durch Herrn Edgar REIFER, Verwaltungsratsmitglied, geboren am 19. August 1969 in Bitburg (Deutschland), geschäftsansässig in 5, Rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg,

b) Herr Wolfgang THIEL, kaufmännischer Angestellter, geboren am 03. August 1981 in Trier (Deutschland), geschäftsansässig in 5, Rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg

c) Herr Frank MAIER, kaufmännischer Angestellter, geboren am 14. Juni 1977 in Pforzheim (Deutschland), geschäftsansässig in 5, Rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg.

4.- Zum Kommissar wird ernannt:

LUX-FIDUCIAIRE Consulting S.à.r.l., mit Sitz in 12, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxemburg, eingetragen im Handels- und Firmenregister Luxemburg unter der Nummer B 49.280

5.- Der Gesellschaftssitz befindet sich auf folgender Adresse:

L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

Der Notar hat die Komparentin darauf aufmerksam gemacht, dass eine Handelsermächtigung, in Bezug auf den Gesellschaftszweck, ausgestellt durch die luxemburgischen Behörden, vor jeder kommerziellen Tätigkeit erforderlich ist, was die Komparentin ausdrücklich anerkennt.

Bevollmächtigung

Die Erschienene erteilt hiermit einem jeden Angestellten des unterzeichneten Notars Spezialvollmacht, in ihrem Namen jegliche etwaige Berichtigungsurkunde gegenwärtiger Urkunde aufzunehmen.

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Senningerberg, Im Jahre, Monat und Tage wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparentin, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat dieselbe mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Edgar Reifer, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 19 mai 2015. 1LAC / 2015 / 15510. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Paul Molling.

- Für gleichlautende Kopie - Ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 26. Mai 2015.

Référence de publication: 2015080078/179.

(150091363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Bluestone Real Estate Fund S.C.A., SICAV -SIF, Société d'Investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé sous la forme d'une société en commandite par actions.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 198.377.

— STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the first day of July,

Before the undersigned Maître Roger ARRENSDORFF, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

1.- Bluestone Real Estate Management S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, in the process of registration with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, hereby represented by its manager, Frederik Denys, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and

2.- Mr. Bastiaan SCHRIER, born on January 6th, 1959 in Vlissingen (Netherlands), with professional address at Bahnhofstrasse 28A, CH-8001 Zurich, Switzerland,

both here represented by Mr. Frederik Denys, Manager, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on 22 June 2015.

The proxies, signed *ne varietur* by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The aforementioned parties are referred to hereafter as the "Shareholders".

The appearing parties, acting in the above stated capacities, have required the undersigned notary to enact the deed of incorporation of a corporate partnership limited by shares (Société en Commandite par Actions (S.C.A.)) qualifying as an investment company with variable share capital (Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV)), established as a specialised investment fund (Fonds d'Investissement Spécialisé (SIF)), the articles of incorporation of which shall be read as follows:

Articles of Incorporation

Preliminary title - definitions

"1915 Law"	The Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended or supplemented from time to time.
"2007 Law"	The Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds, as may be amended or supplemented from time to time.
"2013 Law"	The Luxembourg law dated 12 July 2013 relating to alternative investment funds managers, as amended or supplemented from time to time.
"Administrative Agent"	Any administrative agent appointed by the General Partner from time to time.
"Appendix"	The relevant appendix of the Investment Memorandum specifying the terms and conditions of a specific Sub-Fund.

“Articles”	The articles of association of the Company.
“Auditor”	Any firm of independent certified public accountants of recognized international standing selected by the General Partner from time to time to prepare the annual financial statements of the Company.
“Board of Managers”	The board of managers of the General Partner.
“Business Day”	A day on which commercial banks are generally opened for business in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg unless otherwise stated.
“Class” or “Classes”	One or more classes of Shares that may be available in each Sub-Fund, whose assets shall be commonly invested according to the investment objective of that Sub-Fund, but where a specific sales and/or redemption charge structure, fee structure, distribution policy, target investor, denomination currency or hedging policy shall be applied as further detailed in the relevant Appendix of the Investment Memorandum.
“Closing Date”	In respect of a particular Sub-Fund, the date (or dates) determined by the General Partner on or prior to which subscription/commitment agreements have to be received and accepted by the General Partner, as further described in the relevant Appendix to the Investment Memorandum.
“Company”	Bluestone Real Estate Fund S.C.A., SICAV-SIF a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions (S.C.A)) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg as a société d’investissement à capital variable - fonds d’investissement spécialisé.
“Depository”	Any custodian/depository and paying agent appointed by the Company from time to time.
“Eligible Investors”	Shareholders that are Institutional Investors, Professional Investors and/or Well Informed Investors within the meaning of article 2 of the 2007 Law.
“Euro” or “EUR”	The lawful currency of the European Union.
“General Partner”	Bluestone Real Estate Management S.à r.l, the management shareholder (associé-gérant commandité) of the Company, a private limited liability company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg acting as the general partner and responsible for the management of the Company.
“Initial Issue Price”	In relation to each Sub-Fund, the first offering price of Investor Shares during the Initial Offering Period as described in the relevant Appendix to the Investment Memorandum.
“Initial Offering Period”	With respect to each Class of each Sub-Fund as specified in the relevant Appendix to the Investment Memorandum, the period during which Shares are offered for subscription at the Initial Issue Price, starting from the first offering and ending on the Closing Date.
“Institutional Investor(s)”	An investor who qualifies as an institutional investor within the meaning of article 2 of the 2007 Law and the guidelines or recommendations issued by the Luxembourg regulatory authority from time to time.
“Investment Memorandum”	The investment memorandum of the Company as amended or supplemented from time to time.
“Investor Shares”	Shares issued in different Sub-Funds and/or Classes pursuant to the Investment Memorandum, which have been subscribed by the Eligible Investors.
“Issue Price”	The Net Asset Value increased by any other applicable fees as described in the relevant Appendix to the Investment Memorandum.
“Luxembourg”	The Grand Duchy of Luxembourg.
“Management Share”	The management share held by the General Partner in a capacity as associé-gérant commandité of the Company.
“Managers”	Any member of the Board of Managers of the General Partner.
“Net Asset Value” or “NAV”	The net asset value of each Sub-Fund, each Class and each Share as determined pursuant to section “Determination of the Net Asset Value” and the relevant Appendix to the Investment Memorandum.
“Professional Investor(s)”	An investor who qualifies as professional investor under Annex II of Directive 2004/39/EC on investment services and regulated markets as amended from time to time.
“Redemption Day”	The Business Day on which redemption requests are accepted by the Company on a Valuation Day for each relevant Class of Share of a Sub-Fund as specified in the relevant Appendix to the Investment Memorandum and such other day or days as the

	General Partner may determine in its absolute discretion from time to time on a case by case basis or generally.
“Redemption Price”	The price at which the Investor Shares in each Sub-Fund shall be redeemed as described in the relevant Appendix to the Investment Memorandum.
“Reference Currency of the Share Class(es)”	The currency in which the Share Class(es) is/are denominated.
“Reference Currency of the Sub-Fund”	The currency in which each Sub-Fund is denominated.
“Share” or “Shares”	Investor Shares and Management Shares.
“Shareholder”	A holder of Shares of the Company.
“Shariah Guidelines”	Rules and principles of Islam law interpreted by the Shariah supervisory committee governing the investment activities of the Shariah compliant Sub-Fund(s) and the financial relationships of the Shariah compliant Sub-Fund(s) with the investors, the General Partner, the service providers and any other parties as further explained and described in the Investment Memorandum. The application or non-application of the Shariah Guidelines will be confirmed and disclosed in the relevant Appendix of the Investment Memorandum.
“Sub-Fund” or “Sub-Funds”	Any sub-fund of the Company established by the General Partner in accordance with the Investment Memorandum, the relevant Appendix and the Articles.
“Subscription Agreement”	The agreement among the Shareholders and the Company with respect to the subscription of Shares.
“Subscription Day”	The Business Day as disclosed in the relevant Appendix to the Investment Memorandum on which Investor Shares in the relevant Sub-Fund may be subscribed.
“Valuation Day”	Each Business Day which is designated by the General Partner as being a day by reference to which the assets of each Sub-Fund shall be valued, as it is stipulated in the relevant Appendix to the Investment Memorandum.
“Well-informed Investor(s)”	Has the meaning ascribed to it in the 2007 Law, and includes: <ul style="list-style-type: none"> i. Institutional investors; ii. Professional investors, being those investors who are, in accordance with Luxembourg laws and regulations, deemed to have the experience, knowledge and expertise to make their own investment decisions and properly assess the risk they incur; and iii. Any other well-informed investor who fulfils the following conditions: (a) has declared in writing his/her adhesion to the status of well-informed investor; and (b) (i) invests a minimum of EUR 125,000 in the Company; or (ii) has obtained an assessment from a credit establishment as defined in the directive 2006/48/CE, from an investment firm as defined in directive 2004/39/CE, or from a management company as defined in directive 2009/65/CE, certifying his/her expertise, his/her experience and his/her knowledge to appraise in an appropriate manner an investment in the Company.

Title I. Corporate main features.

Art. 1. Form & Denomination.

1.1 There is hereby established, among the subscribers and all persons who may become Shareholders hereafter, a Luxembourg company in the form of a corporate partnership limited by shares (Société en Commandite par Actions (S.C.A.)) qualifying as an investment company with variable share capital (Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV)), established as a specialised investment fund (Fonds d'Investissement Spécialisé (SIF)) under the name of “Bluestone Real Estate Fund S.C.A., SICAV-SIF” (the “Company”).

1.2 The Company shall be governed by the 2007 Law, the 1915 Law and the 2013 Law.

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner.

2.2 The General Partner is authorised to change the address of the Company within the municipality of the statutory registered office.

2.3 The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.4 In the event that the General Partner determines that extraordinary political, economic or social events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such provisional measures, however, shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the 2007 Law. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be taken by the General Partner.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited duration. It may be dissolved by a decision of the general meeting of Shareholders ruling as on matters of amendment to the Articles. However, the General Partner may establish Sub-Fund(s) for a limited or unlimited duration, as specified for each Sub-Fund in the Investment Memorandum issued by the Company, as amended from time to time.

Art. 4. Object.

4.1 The purpose of the Company is to invest the funds raised from its investors (notably, but not limited to, the private issuance of share, bonds, notes or similar debt instruments) in a pool of assets with the aim of spreading the investment risks and providing to its Shareholders the results of management of its portfolio within the widest meaning as permitted under the 2007 Law and, where applicable within the relevant Sub-Fund(s), in compliance with the Shariah Guidelines, while reducing investment risk through diversification.

4.2 The Company is an umbrella fund and as such provides investors with the choice of investment in a range of several separate Sub-Funds each of which relates to a separate portfolio of assets, permitted by the 2007 Law and, where applicable within the relevant Sub-Fund(s), the Shariah Guidelines, with specific investment objectives, as described in the relevant Appendix to the Investment Memorandum.

4.3 A separate portfolio of assets is maintained for each Sub-Fund and is invested in accordance with the investment objective and policy applicable to that Sub-Fund as further described in the relevant Appendix.

4.4 The Company may take all measures and perform all operations which it shall judge to be expedient in terms of achieving or furthering its object in the broadest sense within the framework of the 2007 Law and, where applicable within the relevant Sub-Fund(s), the Shariah Guidelines.

Title II. Capital & shares.

Art. 5. Share capital.

5.1 The initial share capital of the Company is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) represented by (i) one (1) “Management Share” of no nominal value (the holder of such Management Shares shall hereinafter be referred to as the “Management Shareholder” or “General Partner” (associé-gérant commandité)), and (ii) three hundred and nine (309) “Investor Shares” of no nominal value - shares subscribed by the Shareholders (actionnaires commanditaires) of the Company (together with the Management Shares, the “Shares”). Upon incorporation, three hundred and nine (309) Investor Shares and one (1) Management Share were fully paid-up.

5.2 The capital of the Company shall be represented by Shares of no nominal value and shall reach the level provided for by the 2007 Law within twelve (12) months of the date on which the Company has been registered as a specialized investment fund and thereafter may not be less than the level provided for by the 2007 Law. The capital of the Company will, at all time, be equal to the total net assets of the Company pursuant to article 15 hereof. As the Company is an undertaking for collective investment with variable capital (a “Société d'Investissement à Capital Variable”), the share capital of the Company shall vary, without any amendment of the Articles (as a result of the Company issuing new Shares or redeeming Shares).

5.3 For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each Class of Shares or/and to each Sub-Fund shall, if not expressed in Euro, be converted into Euro.

5.4 The Shares to be issued may, in accordance with articles 7 and 8 of the present Articles, and as the General Partner shall elect, fall within various Classes comprising the Company's assets.

Art. 6. Shares.

6.1 The Investor Shares may be subscribed by Eligible Investors. Shares will only be issued in registered form.

6.2 Each Share (Management Share and Investor Shares) carries one vote at the general meeting of Shareholders of the Company or at a Class meeting. Any resolution of a general meeting of Shareholders creating rights or obligations of the Company vis-à-vis third parties must be approved by the General Partner. Any resolution of a general meeting of Shareholders to the effect of amending the Articles must be passed with a quorum of fifty percent (50%) of the share capital, the approval of a majority of at least two-third (2/3) of the votes cast and the consent of the General Partner. Each amendment to the Articles entailing a variation of rights of a Sub-Fund/Class must be approved by a resolution of the general meeting of Shareholders of the Company (respecting the quorum and majority requirements as above mentioned) and of a separate meeting(s) of the holders of Investor Shares of the relevant Sub-Fund(s)/Class(es) concerned (respecting the quorum and majority requirements as above mentioned).

6.3 All issued registered Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders (the “Register”) which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the General Partner, and such Register shall

contain the name of each owner of registered Shares, his/her/its residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered Shares held by him/her/it and the amount paid up on each Share.

6.4 The inscription of the Shareholder's name in the Register evidences his/her/its right of ownership on such registered Shares. A holder of registered Investor Shares shall receive upon request a written confirmation of his/her/its shareholding. However, the Company shall normally not issue certificates for such inscription.

6.5 The Company shall consider the person in whose name the Shares are registered as the full owner of the Shares. Towards the Company, the Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.6 Subject to the provisions of article 12 hereof, any transfer of registered Shares shall be entered into the Register.

6.7 Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the Register. In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the Register and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his/her/its address as entered into the Register by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

6.8 Payments of distributions, if any, will be made to Shareholders, in respect of registered Shares at their addresses indicated in the Register.

Art. 7. Classes of shares.

7.1 The Investor Shares to be issued may, as the General Partner shall determine, be of one or more different Classes, the features and terms and conditions of which shall be established by the General Partner and disclosed in the Investment Memorandum.

7.2 Each Class of Shares may differ from the other Classes with respect to, inter alia, its cost structure, the initial investment required or the currency in which the Net Asset Value is expressed or any other feature. Such new Classes of Shares may be issued on terms and conditions that differ from the existing Classes of Shares. In such a case, the Investment Memorandum shall be updated accordingly.

7.3 Details in relation to the different Classes of Investor Shares as well as the rights in relation thereto are set out for each Sub-Fund in the relevant Appendix to the Investment Memorandum.

7.4 Within a Sub-Fund, Classes of Investor Shares may be defined and issued from time to time by the General Partner of the Company and may, inter alia, correspond to (without being limited to):

- (i) A specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions and / or;
- (ii) A specific sales and redemption charge structure and / or;
- (iii) A specific management or advisory fee structure and / or;
- (iv) A specific distribution fee structure and / or;
- (v) A specific currency and / or;
- (vi) The use of different hedging techniques in order to protect in the reference currency of the relevant Portfolio the assets and returns quoted in the currency of the relevant class of Investor Shares against long-term movements of their currency of quotation and / or;
- (vii) Any other specific features applicable to one Class.

7.5 Investor Shares will participate equally with all the outstanding Shares of the same Class in the Sub-Funds' assets and earnings and will have the redemption rights described in these Articles and further described in the relevant Appendix of the Investment Memorandum.

7.6 Shareholders of the same Class will be treated equally pro rata to the number of Investor Shares held by them.

7.7 Shares may be issued as distribution or accumulation shares following the decision of the General Partner. Distribution shares shall be entitled, each year, to payment of a dividend (all dividends are distributed following a decision of the Shareholders of the Company or of the relevant Sub-Fund). Accumulation shares shall not be entitled to any dividend payments.

Art. 8. Issue of Shares.

8.1 The General Partner is authorised to issue, at any time, an unlimited number of partly or fully paid-up different Classes of Investor Shares without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Investor Shares to be issued.

8.2 The net proceeds from the subscriptions are invested pursuant to the investment policy determined by the General Partner, as specified for each Sub-Fund in the relevant Appendix to the Investment Memorandum, subject to the investment restrictions provided by law or any applicable regulation and, where applicable within the relevant Sub-Fund(s), the Shariah Guidelines.

8.3 The General Partner shall maintain for each Sub-Fund a separate portfolio of assets. As between Shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund.

8.4 Investor Shares are exclusively restricted to Eligible Investors. This restriction is not applicable to the General Partner or the members of the Board of Managers of the General Partner which may hold the Share(s) without falling into one of these categories. The Management Share has been issued upon incorporation of the Company. No further Management Share will be issued.

8.5 Fractional Investor Shares may be issued up to four (4) decimals of a Share. Such fractional Investor Shares shall be entitled to participation in the net results and in the proceeds of liquidation on a pro rata basis. Such fractions shall be subject to and carry the corresponding fraction of liability (whether with respect to nominal or par value, premium, contribution, calls or otherwise howsoever), limitations, preferences, privileges, qualifications, restrictions, rights and other attributes of a whole Investor Share of that Class. Any subscription monies received representing fractions less than 1/1000th of a whole Investor Share will be retained for the benefit of the General Partner.

8.6 The Company being an umbrella structure, the General Partner is entitled to establish a pool of assets constituting a Sub-Fund within the meaning of article 71 of the 2007 Law for each Class of Investor Shares or for two (2) or more Classes of Investor Shares in the manner described below. The Company constitutes one single legal entity. However, by derogation to the provisions of article 2093 of the Luxembourg Civil Code, each pool of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Shareholders of that Sub-Fund and each Sub-Fund shall only be responsible for the liabilities which are attributable to such Sub-Fund. All the rights of investors and creditors in relation to each Sub-Fund are therefore limited to the assets of the Sub-Fund. Each Sub-Fund will be deemed to be a separate entity for the investors and creditors of the relevant Sub-Fund.

8.7 Except as otherwise indicated in the relevant Appendix of the Investment Memorandum, a Sub-Fund may subscribe, acquire and/or hold securities issued by one or more other Sub-Fund of the Company, without being subject to the provisions of the 1915 Law regarding the acquisition by a company of its own shares, as long as:

- The target Sub-Fund does not in turn invest in the investing Sub-Fund;
- Voting rights, if any, attached to the relevant securities are suspended as long as they are held by the concerned Sub-Fund and without prejudice to the appropriate processing in the accounts and the periodic reports; and
- The value of the securities will not be taken into account for the calculation of the net assets of the Company for the purpose of verifying the minimum threshold imposed by the 2007 Law, for as long as the said securities are held by the Sub-Fund.

The specific conditions of such subscription, acquisition and holding, if any, will be detailed in the relevant Appendix of the Placement Memorandum.

8.8 The General Partner may create each Sub-Fund for an unlimited or limited period of time. In the latter case, the General Partner may, at the expiry of the initial period of time, prorogue the duration of the relevant Sub-Fund once or several times.

8.9 Investor Shares to be issued by the Company in relation to a specific Sub-Fund, may be subscribed for by investors during one or several offering periods, as decided by the General Partner, specified and disclosed for each Sub-Fund in the Investment Memorandum and its Appendix. Investors wishing to subscribe for Investor Shares must execute a Subscription Agreement.

8.10 Each Share grants the right to one vote at every general meeting of Shareholders. Subject to any contrary provision of the Articles, the general meeting of Shareholders shall adopt and ratify measures affecting the interest of the Company toward third parties or amending the Articles with the agreement of the General Partner only, except for the removal of the general Partner which shall be made in accordance with article 19 and the Investment Memorandum.

Art. 9. Subscription and Payment of Investor Shares.

9.1 For any of the Sub-Funds, Investor Shares of each available relevant Class are (subject to any specific terms as specified in the relevant Appendix) available for subscription during an Initial Offering Period for such Class at the Initial Issue Price specified in the relevant Appendix. In case subscription applications are received following the close of the Initial Offering Period but prior to the first Valuation Day in respect of a Class, then at the discretion of the General Partner, Investor Shares may be issued at the Initial Issue Price for the Class, together with any subscription fee or other initial fees as set out in the relevant Appendix. The Issue Price will be determined in the Reference Currency. In all cases any terms for subsequent subscriptions, if any, will be specified in the relevant Appendix. The General Partner may change, extend or shorten the Initial Offering Period for any Class of Shares at its absolute discretion at any time. The General Partner reserves the right to reject applications for Investor Shares of any available Class in its absolute discretion, without assigning any reason therefore.

9.2 Subject to the above, the Issue Price in the relevant Reference Currency will be equal to the Net Asset Value per Investor Share for such Class of Investor Shares, on the Valuation Day immediately following the Subscription Day on which Investor Shares are issued pursuant to a subscription application, including subscription fee, if any, mandated by the General Partner and paid to the relevant Sub-Fund.

9.3 The initial and subsequent subscription amounts in a single Sub-Fund/Class/Sub-Class are set out in the relevant Sub-Fund's Appendix. Initial subscription for Investor Shares must be made by Eligible Investors by forwarding to the registrar and transfer agent a duly completed Subscription Agreement.

9.4 Applications for Investor Shares of any available Class for such Class must be made using the Subscription Agreement relevant to that Appendix which must be received by the registrar and transfer Agent by facsimile on such date and by such time as determined by the General Partner and set out in the relevant Appendix (the “Cut-Off Time”) and for the first subscription with the original copy thereof sent by post with the mention “faxed on dd/mm/yy; avoid duplicate”. Failing so, the General Partner may discretionarily cancel the relevant application.

9.5 The applicable minimum subscription and minimum additional subscription requirements for the subscription of Investor Shares of each Class will be specified in the relevant Appendix.

9.6 Subscription monies may be paid by applicants for Investor Shares in any Class in the relevant currency. The registrar and transfer agent will normally only process applications upon receipt of cleared funds by the appropriate deadline as set out in the relevant Appendix. Subscription monies shall be remitted by telegraphic transfer to the relevant subscription account specified for the relevant currency of payment in the Subscription Agreement attached to the relevant Appendix. All bank collection or other charges imposed for such telegraphic transfer payments by an applicant shall be borne by and charged to that applicant.

9.7 At its discretion, the General Partner may agree to receive payment for subscription of Shares through cleared fund (i.e. money received prior to the issue of the Investor Shares as described above) or issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg laws, in particular the obligation to deliver a valuation report from the Auditor of the Company (réviseur d’entreprises agréé) and provided that such securities comply and with the investment objectives and investment policies and restrictions of the relevant Sub-Fund of the Company.

9.8 The General Partner may, at any moment, in its sole discretion and for a limited or unlimited duration, decide to cease issuing new Investor Shares and to cease accepting any further subscriptions or conversions for any Investor Shares of any Class or of any relevant Sub-Fund in order inter alia to protect existing Shareholders or the Sub-Fund itself (“Hard Closing”). Alternatively, the General Partner may, at any moment, in its sole discretion and for a limited or unlimited duration, decide to cease accepting any further subscriptions or conversions for any Investor Shares of any Class or of any Sub-Fund from new Investors only i.e. from Investors who have not invested in the relevant Sub-Fund yet in order inter alia to protect existing Shareholders or the Sub-Fund itself (“Soft Closing”). These measures of Hard Closing or Soft Closing may be implemented with immediate effect by the General Partner in its sole discretion. The Shareholders of the Sub-Fund or of the Classes of Investor Shares subject to a Hard Closing or a Soft Closing will be informed in writing, at the latest, immediately after such Hard Closing or Soft Closing takes place. The General Partner will not have to justify the reasons for implementing such Hard Closing or Soft Closing. A partially or totally closed Sub-Fund or Classes of Investor Shares can be re-opened for subscription or conversion when the circumstances which justified the Hard Closing or Soft Closing no longer prevail.

Art. 10. Conversion of shares.

10.1 Unless otherwise determined in the Appendix, any Shareholder is entitled to request the conversion of whole or part of his/her/its Investor Shares of one Class into Investor Shares of another Class, within the same Sub-Fund or from one Sub-Fund to another Sub-Fund subject to such restrictions as to the terms and conditions as determined by the General Partner from time to time in the relevant Appendix of the Investment Memorandum. The price for the conversion of Investor Shares from one Class into another class shall be computed by reference to the respective Net Asset Value of the two (2) Classes of Investor Shares, calculated on the same Valuation Day not taking into account the conversion fee, if any.

10.2 A conversion of Investor Shares shall be deemed equivalent to a redemption of Investor Shares for the calculation of the performance fee (if any), as disclosed in the relevant Appendix to the Investment Memorandum. In case of partial conversion, Investor Shares shall be converted in their order of subscription (First-in / First-out) and the performance fee shall be calculated accordingly.

10.3 If as a result of any request for conversion the number or the aggregate Net Asset Value of the Investor Shares held by any Shareholder in any Class of Investor Shares would fall below the minimum investment set out in the relevant Appendix, the General Partner may refuse on a discretionary basis to convert the Investor Shares from one Class to another Class.

10.4 The Investor Shares which have been converted into Investor Shares of another Class or/and of another Sub-Fund shall be cancelled on the relevant Subscription Day.

10.5 A conversion fee, if any, may result from the conversion of Investor Shares from a class to another or/and from a Sub-Fund to another, as further described in the relevant Appendix of the Investment Memorandum.

Art. 11. Redemption of shares.

11.1 Investor Shares in relation to each Sub-Fund shall either be redeemable or not redeemable pursuant to the terms and conditions set forth in the Investment Memorandum and the applicable Appendix. In particular, within a specific Sub-Fund, a Lock-Up Period may be provided for in the relevant Appendix during which either a Shareholder is not entitled to redeem his/her/its shares or an investor is entitled to redeem his/her/its shares at a percentage of the Net Asset Value.

11.2 In case of redeemable Investor Shares, every Shareholder shall have the right on each Redemption Day to require the Company to redeem the Investor Shares at the relevant Net Asset Value of such Investor Shares as of the relevant Redemption Day.

11.3 A redemption request will only be executed after the identity of the Shareholder and/or the beneficial owner has been established to the complete satisfaction of the General Partner. Payment will only be made to the respective Shareholder.

11.4 Written notice must be received by the Company not less than the number of Business Days indicated in the relevant Appendix prior to the Redemption Day as disclosed in the relevant Appendix. Request for redemption must be for either a number of Investor Shares or an amount denominated in the relevant currency of the Class of the Sub-Fund.

11.5 All redemption requests will be processed strictly in the order in which they are received, and each redemption request shall be processed at the Net Asset Value of the said Investor Shares, less any applicable fees.

11.6 If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate Net Asset Value of the Investor Shares held by any Shareholder in any Class of Investor Shares of the relevant Sub-Fund would fall below the minimum investment set out in the relevant Appendix, then the General Partner may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such Shareholder's holding of Investor Shares in the Sub-Fund or in the Company.

11.7 Further, if, with respect to any given Valuation Day, redemption requests pursuant to this article and conversion requests exceed a certain level determined by the General Partner in relation to the number of Investor Shares in issue in a specific Class, the General Partner may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the General Partner considers to be in the best interest of the Company or a Sub-Fund. Following that period, with respect to the next relevant Valuation Day, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

11.8 The Company may redeem Investor Shares whenever the General Partner considers a redemption to be in the best interests of the Company or a Sub-Fund.

11.9 The Redemption of Investor Shares of any Class and/or Sub-Class of any Sub-Fund shall be suspended when the calculation of the Net Asset Value thereof is suspended.

Art. 12. Transfer of Shares. A Shareholder may request the transfer of part or all of his/her/its Investor Shares to another person, firm or corporate body. The transfer may only be processed provided the Company is satisfied that the transferor and the transferee (who shall be an Eligible Investor and not a Prohibited Person, as defined hereafter) fulfil all the requirements applicable to redemption and subscription of Shares. No charges will generally be levied unless otherwise specified in the relevant Appendix. The transfer of Investor Shares is subject to the prior approval of the General Partner, which may, at its sole discretion, refuse such transfer where a new investor is unknown to the Company or to the General Partner. Such consent may however not be unreasonably withheld where the Investor Shares are transferred to existing investors.

Art. 13. Restrictions on shares ownership.

13.1 The Investor Shares of the Company and its Sub-Funds are, in accordance with the requirements of the 2007 Law, reserved to Well-Informed Investors, as defined in the "Definition" section.

13.2. The General Partner reserves the right to restrict or prevent the ownership of Investor Shares in the Company by any specific investor or category of investor:

- (i) Who is not a Eligible Investor; or
- (ii) If in the opinion of the General Partner such holding may be detrimental to the Company; or
- (iii) If it may result in a breach of any law or regulation or, where applicable within a relevant Sub-Fund, the Shariah Guidelines, whether Luxembourg or foreign; or
- (iv) If as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred.

Such person, firm or corporate body to be determined by the General Partner being referred to as "Prohibited Person". These conditions are not applicable to the managers of the General Partner

13.2. Generally, the General Partner may, at its sole discretion and without any liability, reject any application for subscription of Investor Shares and proceed, at any time, to the compulsory redemption of all the Investor Shares held by a non-Eligible Investor.

13.3. The General Partner retains the right to offer one or several Investor Share Class for subscription in any particular jurisdiction in order to conform to local law, custom, business practice or commercial objectives.

Art. 14. Liability of the shareholders.

14.1 The Management Shareholder is jointly and severally liable for all liabilities, which cannot be met out of the assets of the Company.

14.2 The Shareholders shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity other than by exercising their rights as Shareholders in general meetings and shall only be liable to the extent of their investment, contribution and commitment in one or more Sub-Funds of the Company.

Art. 15. Determination of the net asset value.

15.1 The Net Asset Value per Share of each Class shall be calculated by the Administrative Agent under the ultimate responsibility of the General Partner with respect to each Valuation Day in accordance with Luxembourg law.

15.2 The Net Asset Value of each Sub-Fund will be provided in the Reference Currency of the Sub-Fund. The Net Asset Value of each Class will be provided in the Reference Currency of the Share Class in which such Class is denominated.

15.3 The Net Asset Value per Investor Share is the Net Asset Value that can be properly allocated to the relevant Class divided by the number of Investor Shares of the relevant Class outstanding as of the relevant Valuation Day. The Net Asset Value will be rounded to four (4) decimal places.

15.4 The Issue Price and the Redemption Price of the different Classes may differ as a result of the differing fee structure and/or distribution policy applicable to each Class.

15.5 The valuation of the Net Asset Value of the different Classes of Shares shall be made in the manner described in the Investment Memorandum.

Art. 16. Suspension of the net asset value.

16.1 The General Partner may suspend the determination of the Net Asset Value per Share of any particular Sub-Fund and the issue and redemption of its Investor Shares from its Shareholders as well as the conversion of Investor Shares of each Class:

- When the stock exchange(s) or market(s) that supplies/supply prices for a significant part of the assets are closed, or in the event that transactions on such a market are suspended, or are subject to restrictions, or are impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices;

- When the information or calculation sources normally used to determine the value of assets are unavailable, or if the value of an investment cannot be determined with the required speed and accuracy for any reason whatsoever;

- When exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions or if purchase or sale transactions cannot be executed at normal rates;

- During the existence of any political, economic, military or monetary state of affairs including (without limitation) delays in settlement or registration of securities transactions, which constitutes an emergency in the opinion of the General Partner as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company or any Sub-Fund(s) would be impracticable or would materially prejudice to the interests of the holders of Shares or would, in the opinion of the General Partner, prevent a fair price for the assets of the Company being calculated;

- During any period when the Company / Sub-Fund is unable to repatriate monies for the purposes of making payments on the redemption of Shares or during which any transfer of monies involved in the realization or acquisition of investments or payments due on the redemption of such Shares cannot in the opinion of the General Partner be effected at normal prices or normal rates of exchange, or is rendered impracticable;

- During any period when the General Partner in their sole discretion determine that it is undesirable or impracticable for the Company to value some or all of its assets or when the General Partner determine in good faith that such suspension or extension is in the best interests of the Company / Sub-Fund;

- During any period when the Company / Sub-Fund is being liquidated or as from the date on which notice is given of a meeting of Shareholders at which a resolution to liquidate the Company (or one of its Sub-Funds) is proposed;

- When, for any other reason, the prices of any significant investment cannot be promptly or accurately ascertained; or

- When the Company / Sub-Fund is in the process of establishing exchange parities in the context of a merger, a contribution of assets, an asset or share split or any other restructuring transaction.

16.2 Shareholders requesting subscription, redemption or conversion of their Investor Shares shall be notified by the Company on receipt of their request for subscription, redemption or conversion.

16.3 Suspended subscriptions, redemptions and conversions will be taken into account on the first Valuation Day after the suspension ends.

16.4 Such suspension as to any Class of Investor Shares shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value per Investor Share, the issue, redemption and conversion of Investor Shares of any other Class or of any other relevant Sub-Fund(s).

Title III. Administration.

Art. 17. Management.

17.1 The Company shall be managed by Bluestone Real Estate Management S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, in its capacity as general partner and unique holder of the Management Share of the Company.

17.2 The General Partner is managed by a Board of Managers, whose names appear in the Investment Memorandum (it being understood that the number of Managers and their names as indicated in the Investment Memorandum may vary in accordance with the provisions of the 1915 Law and the conditions set forth in the Investment Memorandum and the articles of incorporation of the General Partner).

17.3 Meetings of the Board of Managers are held in accordance with the terms and conditions as set out in the articles of association of the General Partner.

17.4 In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as general partner of the Company, the Company shall not be immediately dissolved and liquidated, provided that an

administrator, who needs not be a Shareholder, is appointed to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of Shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen (15) calendar days of his/her/its appointment. At such general meeting, the Shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for the amendment of the Articles, a successor manager (general partner). Failing such appointment, the Company shall be dissolved and liquidated.

17.5 Any such appointment of a successor manager (general partner) shall not be subject to the approval of the General Partner.

Art. 18. Powers of the General Partner.

18.1 The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition within the object of the Company. All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the General Partner.

18.2 The General Partner has responsibility for managing the Company in accordance with the Investment Memorandum and the Articles, Luxembourg law and other relevant legal requirements, and, where applicable within a Shariah compliant Sub-Fund, the Shariah Guidelines. The General Partner is responsible for implementing the investment policy of the Company subject to the risk diversification rules and investment restrictions set out in the Investment Memorandum. The General Partner is also responsible for selecting the custodian, the paying agent, the administrative agent, the domiciliary agent, the registrar and transfer agent and other such agents as are appropriate.

18.3 The General Partner shall have namely the specific powers provided for in the articles of association of the General Partner.

Art. 19. Removal of the General Partner.

19.1 The General Partner may not be removed by the Company and replaced by another general partner except for a material and serious breach of the Articles or the Investment Memorandum, which cannot be promptly remedied or a material gross negligence or a fraud or a criminal offence or other serious wilful misconduct have been committed by the General Partner when managing the Company and the Sub-Funds.

19.2 The removal, subject to the condition above, requires (i) a decision of the general meeting of the Shareholders with a ninety percent (90%) majority of the votes cast at such meeting and (ii) the presence of the Shareholders representing at least seventy-five (75%) of the share capital of the Company. Such general meeting of the Shareholders may be held at any time and called by the General Partner upon the request of Shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the share capital of the Company. Decisions shall be validly passed without the concurrence of the General Partner.

19.3 In case of removal, the General Partner shall procure that the Management Share held by it at the time it is removed from office is forthwith transferred to any successor general partner that shall be appointed for the management of the Company and shall sign all acts, contracts and deeds and in general do all things that may be necessary to implement such transfer.

19.4 Upon a decision of the general meeting of Shareholders to remove the General Partner, the Company shall have the right to re-purchase the Management Share at a price equal to the Issue Price paid upon subscription of such Management Shares or to transfer such right to re-purchase (at the same purchase price) to the replacement general partner, and the Management Share shall be transferred to the Company or to the replacement general partner, as the case may be, and such transfer shall be registered in the Register with effect as of the date on which the Company is notified such purchase.

19.5 In case of removal, the Company shall issue no break-up fee to the General Partner and the latter shall not be entitled to any transaction payment in respect of which it has acted fraudulently.

Art. 20. Signatory authority.

20.1 Toward third parties, the Company is validly bound by the sole signature of the General Partner represented by its legal representatives or any other person to whom such power has been delegated by the General Partner.

20.2 No Shareholder (other than the General Partner in such capacity) shall represent the Company.

Art. 21. Conflict of interests.

21.1 The Company is organized and structured to minimize the risk of investors' interests being prejudiced by conflict of interest arising between the Company and, where applicable, any person contributing to its business activity or any person linked directly or indirectly to the Company. However, prospective investors should note that the General Partner, the Depositary and possibly other parties may be subject to various conflicts of interest in their relationships with the Company. In such a case, the General Partner shall ensure that investors' interests are safeguarded. The following considerations are given on a non-exhaustive basis.

21.2 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any one or more of the Managers is interested in, associate, officer or employee of, such other company or firm.

21.3 Any Manager of the General Partner who serves as a manager, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other

company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

21.4 The Depository, in carrying out its role as custodian of the Company, must act solely in the interest of the Shareholders.

21.5 Should the General Partner become aware of a material conflict of interest in a contemplated transaction, the Managers of the General Partner shall use their best endeavours to settle such conflict on an arm's length basis prior to completion of such transaction.

21.6 In the course of their regular business activities, Shareholders may possess, or come into possession of, information directly relevant to investment decisions of the Company. No such Shareholders will be required or expected to disclose or otherwise reveal any such information to third parties, including the Company.

Title IV. Shareholders.

Art. 22. General meeting of Shareholders.

22.1 Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. The general meeting of the Shareholders shall deliberate only on the matters which are not reserved to the General Partner by the Articles or by the law. In accordance with article 111 of the 1915 Law, no decision of the general meeting of Shareholders will be validly taken without the prior approval of the General Partner.

22.2 The annual general meeting of Shareholders is held at the registered office of the Company in Luxembourg on the second Thursday of December of each year at 3 p.m. (Luxembourg time), or, if such day is not a Business Day in Luxembourg, on the next following Business Day or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting.

22.3 The General Partner may convene other general meetings of the Shareholders. Such meetings must be convened if Shareholders representing ten percent (10%) of the Company's share capital so require. Such other general meetings will be held at such places and times as may be specified in the respective notices convening the meeting.

22.4 Notices of a general meeting and other notices will be given in accordance with Luxembourg law. Notices will specify the place and time of the meetings, the conditions of admission, the agenda, the quorum and the voting requirements will be given at least eight (8) calendar days prior to the meetings. If all the Shareholders are present or represented at a general meeting of the Shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the Shareholders can waive all convening requirements and formalities.

22.5 All Shareholders are entitled to attend and speak at all general meetings of the Shareholders. A Shareholder may act at any general meeting of the Shareholders by appointing in writing or by telefax, cable, telegram, telex, e-mail as his/her/its proxy another person who need not be a Shareholder himself.

22.6 Each Share entitles the holder thereof to one vote. Unless otherwise provided by law or by the Articles, all resolutions of the annual or ordinary general meeting of the Shareholders shall be taken by simple majority of votes of the Shareholders present or represented, regardless of the proportion of the capital represented but it being understood that any resolution shall validly be adopted only with the approval of the General Partner.

22.7 The minutes of the general meeting of the Shareholders shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary and the scrutineer. Copies or excerpts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the General Partner.

22.8 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the general meeting of the Shareholders may also be passed in writing. Such resolution shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed, manually or electronically by means of an electronic signature which is valid under Luxembourg law, by each Shareholder. The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Art. 23. General meetings of shareholders in a sub-fund or in a class of shares.

23.1 The Shareholders of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Funds.

23.2 The Shareholders of any Class in respect of any Class may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Class.

23.3 Article 22 applies to such meetings unless the context requires otherwise.

Title V. Final provisions.

Art. 24. Financial year. The financial year of the Company begins on the first day of July of each year and ends on the last day of June of the following year, except for the first financial year, in accordance with the Transitional Provisions.

Art. 25. Independent Auditor ("réviseur d'entreprise agréé").

25.1 The accounting data set out in the annual report of the Company shall be examined by one (1) authorised independent auditor appointed by the general meeting of Shareholders and remunerated by the Company.

25.2 The authorised independent auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2007 Law.

Art. 26. Dissolution and liquidation.

26.1 The dissolution of the Company will be decided in compliance with the 2007 Law and the 1915 Law.

26.2 At the proposal of the General Partner and unless otherwise provided by law and the Articles, the Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders of the Company passed with (i) a presence quorum of seventy-five percent (75%) of the Shares issued by the Company and (ii) the approval of seventy-five percent (75%) of the votes validly cast by the Shareholders present or represented at the meeting without the favorable vote of the General Partner. If the above mentioned quorum requirement is not met at the first meeting called, then, resolutions shall be passed under the same seventy-five percent (75%) quorum requirement and the same voting requirements for the second meeting called.

26.3 In particular, the General Partner shall submit to the general meeting of the Shareholders the dissolution of the Company when all investments of the Company have been disposed of or liquidated.

26.4 Whenever the share capital falls below two-thirds (2/3) of the subscribed capital increased by the share premium, if any, indicated in article 5 of the Articles, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of Shareholders by the General Partner. The general meeting of Shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by a simple majority of the validly cast votes, which for the avoidance of doubt shall not include abstention, nil vote and blank ballot paper.

26.5 The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of Shareholders whenever the subscribed capital increased by the share premium, if any, falls below one-fourth (1/4) of the subscribed capital increased by the share premium, if any, set by article 5 of the Articles; in such an event, the general meeting of Shareholders shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-fourth (1/4) of the shares represented and validly cast at the meeting.

26.6 The meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) calendar days from ascertainment that the subscribed capital increased by the share premium, if any, have fallen below two-thirds (2/3) or one-fourth (1/4) of the legal minimum, as the case may be, as provided for by the 2007 Law.

26.7 Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of Shareholders which shall determine their powers and their compensation.

26.8 Should the Company be voluntarily or compulsorily liquidated, its liquidation will be carried out in accordance with the provisions of the 2007 Law.

Art. 27. Dissolution of Sub-Funds.

27.1 In the event that, for any reason whatsoever the value of the net assets in any Sub-Fund or the value of the net assets of any Class of Shares within a Sub-Fund has decreased below such an amount considered by the General Partner as the minimum level under which the Class and/or the Sub-Fund may no longer operate in an economic efficient way, or in the event that a significant change in the economic or political situation impacting such Class and/or Sub-Fund should have negative consequences on the investment of such Class and/or Sub-Fund, the General Partner may decide to compulsorily redeem all the shares of the relevant Class or Classes issued in such Sub-Fund. Such redemption will be made at the Net Asset Value applicable on the day on which all assets attributable to such Sub-Fund have been realised. The decision of the General Partner will be published (either in newspapers to be determined by the General Partner or by way of a notice sent to the shareholders at their addresses indicated in the Register) prior to the effective date of the compulsory redemption and the publication will indicate the reasons for, and the procedures of the compulsory redemption operations.

27.2 Notwithstanding the powers conferred to the General Partner by the preceding paragraph, the Shareholders of any one or all Classes of Shares issued in any Sub-Fund may at a general meeting of such Shareholders, upon proposal from the General Partner, redeem all the Shares of the relevant Class or classes and refund to the Shareholders the Net Asset Value of their Shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum requirements for such general meeting of Shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of the validly cast votes.

27.3 Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Depositary for a period of nine (9) months after the liquidation decision; after such period, the assets will be deposited with the "Caisse de Consignations" on behalf of the persons entitled thereto.

27.4 All redeemed Shares shall be cancelled.

27.5 The liquidation procedure will be verified by the Auditor of the Company as part of its audit of the annual report. The annual report must refer to the liquidation decision and describe the progress of the liquidation.

Art. 28. The Depositary.

28.1 To the extent required by the 2007 Law, the Company shall enter into a depositary agreement with a banking or savings institution as defined by the Luxembourg law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended or supplemented from time to time.

28.2 The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2007 Law and the 2013 Law.

28.3 If the Depositary desires to retire, the General Partner shall use its best endeavours to find a successor Depositary and will appoint it in replacement of the retiring Depositary. The General Partner may terminate the appointment of the

Depository but shall not remove the Depository unless and until a successor Depository shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 29. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or Shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organised group of persons whether incorporated or not.

Art. 30. Severability. The invalidity, illegality or unenforceability of any provisions of the Articles shall not affect the validity of these Articles. However, the invalid, illegal or unenforceable provision(s) will be replaced by valid, legal and enforceable similar provision(s) which best reflect the Shareholders' intention.

Art. 31. Applicable laws. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law, the 2007 Law and the 2013 Law.

Art. 32. Amendments to the articles.

32.1 The Articles may only be amended by a general meeting of Shareholders if the quorum and majority requirements provided by the 1915 Law and these Articles are met. For the avoidance of doubt, such quorum and majority requirements shall be as follows (except for the removal of the General Partner which shall be decided in accordance with article 19 above): fifty percent (50%) of the shares issued must be present or represented at the general meeting and a super-majority of two thirds (2/3) of the votes cast is required to adopt a resolution with the consent of the General Partner. In the event that the quorum is not reached, the general meeting must be adjourned and re-convened. There is no quorum requirement for the second meeting but the majority requirement remains unchanged.

32.2 Each amendment to the Articles of the Company entailing a variation of rights of a Class must be approved, in addition, by an additional resolution of the holders of shares of the relevant Class(es) concerned, subject to the quorum and majority requirements provided for by the 1915 Law.

Subscription and payment

The share capital of the Company has been subscribed as follows:

Name of Subscriber	Number of subscribed shares
Bluestone Real Estate Management S.à r.l.	1 Management Share 308 Investor Shares
Mr. Bastiaan Schrier	1 Investor Share
Total:	310 Shares

Upon incorporation, three hundred and nine (309) Investor Shares and one (1) Management Shares were fully paid-up, so that the amount of thirty one thousand Euros (EUR 31,000.-) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the undersigned notary.

Transitional dispositions

The first financial year shall begin on the date of formation of the Company and shall terminate on the June 30th, 2016.

The first annual general meeting of Shareholders shall be held in 2016.

Expenses

The expenses, which shall be borne by the Company as a result of its incorporation, are estimated at approximately two thousand five hundred Euro (2,500.- EUR).

First extraordinary general meeting of the shareholders

The above named parties, representing the entire subscribed share capital of the Company and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, the Shareholders have resolved that:

1) The registered office of the Company shall be at 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

2) The Company shall enter into a depositary and paying agent agreement with BANQUE INTERNATIONALE À LUXEMBOURG S.A., 69, route d'Esch, L-2953 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and companies under number B 6.307; and

3) The independent auditor of the Company shall be Grant Thornton Lux Audit S.A., 89A, Pafbruch, L-8308 Capellen, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and companies under number B 43.298. The term of office of the auditor shall expire at the close of the annual general meeting of Shareholders approving the annual accounts as of 30 June 2016.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing persons, known to the notary by her/his name, first name, civil status and residence, said person(s) signed together with the notary the present deed.

Signé: DENYS, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg, Actes Civils 1, le 3 juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/20764. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 13 juillet 2015.

Référence de publication: 2015115240/729.

(150124670) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 juillet 2015.

Grivalia Hospitality S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 198.264.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-sixth day of the month of June.

Before Maître Blanche Moutrier, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

“GRIVALIA PROPERTIES Real Estate Investment Company” a société anonyme incorporated under the laws of Greece, having its registered office at Maroussi, Attiki, Greece, 117 Kifissias Avenue, 3rd floor, GR 15124, and registered with the General Commercial Registry (GEMI), under number 000239101000 (hereinafter referred to as “GRIVALIA”), represented by

- 1) Panagiotis Aristeidis Varfis, holder of a Greek passport under no AK 0931357, issued by NPC on 12.12.2012, and
- 2) Charalampos Anastaselos, holder of a Greek passport under no AI 1813313 issued by NPC on 16.1.2012, pursuant to a proxy dated 17 June 2015, hereto annexed.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation (hereafter the “Articles”) of a company which it forms:

Art. 1. Form, Name. There is hereby established among the owners of the shares a company in the form of a “société anonyme”, under the name of “Grivalia Hospitality S.A.” (the “Company”).

Art. 2. Duration. The Company is established for a defined period of 15 years so as to expire on 24th June 2030. The Company may be dissolved prior to the end of its life by decision of its shareholders in a manner required to amend the Articles.

Upon proposal of the board of directors (hereafter the “Board of Directors” or the “Board”) and prior to the end of the life of the Company, the shareholders (hereafter the “Shareholders”) may decide to extend the life of the Company for two consecutive additional periods of one year. One year prior to the 15th anniversary of the date of incorporation of the Company, the Board may submit a proposal that the life of the Company should be extended for an additional one-year period to optimise the disposal of the Company’s investments. If that proposal is approved by a majority vote of 80% of the shares present or represented at the Shareholder meeting where a quorum of 75% of all the shares in issue, at the date of the Shareholder meeting, has been reached, the Board may submit a similar proposal prior to the 16th anniversary of the date of incorporation of the Company which shall be approved again under the same majority and quorum requirements as aforesaid.

If neither of such proposals are approved by the Shareholders as aforesaid, the Board of Directors shall proceed to implement the liquidation of the Company as it sees fit in the best interest of the Shareholders.

Art. 3. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad, directly through acquisition of ownership or other real estate rights or indirectly, through acquisition of shares of companies or other participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever that hold real estate assets or portfolios, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

For the furthering of its object, the Company may borrow in any form and issue bonds, preferred equity certificates, whether convertible or not, warrants, notes and debentures or other relevant financial instruments authorised by the Luxembourg laws and regulations.

The Company may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes. The Company may further grant guarantees (including upstream and side-stream guarantees), grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

In particular, the Company may provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

In a general fashion, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

Art. 4. Investment policy and restrictions. The Board has the power to determine the investment policies and strategies of the Company and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions set forth in the present Articles and in compliance with applicable laws and regulations. The Board may delegate in part or in whole its power to implement the investment policies and strategies of the Company to an investment committee consisting of members of the Board.

The Company shall invest directly or indirectly (through participation in companies) in acquiring, developing and managing target assets in the prime hospitality sector with main focus in Greece. Individual investments shall be limited to real estate properties or real estate portfolios of a minimum value of 10 million Euro per each property or real estate portfolio.

Art. 5. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. The registered office may be transferred within the municipality of Luxembourg by decision of the Board of Directors. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary, political, economic, or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg Company.

Art. 6. Capital - Shares and share certificates. The issued share capital of the Company is set at one million Euro (€ 1,000,000.00) and represented by one million (1,000,000) Grivalia class shares (hereafter the “Grivalia Class Shares”), each with a nominal value of one Euro (€ 1,00) and with such rights and obligations as set out in the present Articles.

The authorised un-issued share capital of the Company is set at ninety nine million Euro (€ 99,000,000) to be represented by ninety nine million (99,000,000) shares of any class. Any authorised but un-issued shares shall lapse five (5) years after publication in the Mémorial of the present deed of incorporation.

The Board of Directors, or any delegate(s) duly appointed by the Board of Directors, may from time to time issue shares of the class it determines within the limits of the authorised unissued share capital against contributions in cash, contributions in kind or by way of incorporation of available reserves at such times and on such terms and conditions, including the issue price, as the Board of Directors or its delegate(s) may in its or their discretion resolve. For the avoidance of doubt it is specified that the Board of Directors may issue shares of whichever Class without having to respect any specific ratio.

The Board of Directors is authorised in accordance with Luxembourg law on commercial companies to withdraw or restrict such subscription rights. The preferential right to subscribe, if not waived, withdrawn or restricted as aforesaid, may be exercised within a period determined by the Board of Directors, which may not be less than thirty (30) days from the date of the subscription period, which shall be notified by registered letter. The preferential right to subscribe shall be transferable throughout the subscription period among Shareholders.

A capital increase within the limits of the authorised un-issued share capital shall be recorded by a notarial deed, at the request of the Board of Directors or its delegate(s) against presentation of the documents establishing the subscription and payments.

The Company may issue fractional shares up to 4 decimal places. The Board of Directors shall be authorised at its discretion to provide for the payment of cash in lieu of any fraction of a share.

The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of Shareholders as the full owner of such shares.

Shares will be in registered form. Physical share certificates stating such inscription may be delivered to the Shareholders upon request.

The shares of the Company are freely transferable. Transfers of shares shall be effected by an inscription of the register of Shareholders of the Company upon delivery of the certificate or certificates issued in relation to the shares to the Company

along with an instrument of transfer satisfactory to the Company or by written declarations of transfer inscribed in the register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney.

The Company may redeem its own shares within the limits set forth by Luxembourg law.

Art. 7. Increase and reduction of capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for amendment of the Articles.

Art. 8. Meetings of shareholders - General. Meetings of Shareholders shall be called by the Board of Directors by convening notice addressed by registered mail or courier service to all Shareholders to their address appearing in the register of Shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting or as may be otherwise be provided by law. If the entire issued share capital of the Company is represented at any general meeting, no convening notice is required for the meeting to be held and the proceedings at such general meeting shall be deemed valid.

Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company. If and so long as the Company is composed of a single Shareholder, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of Shareholders.

The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of Shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing, by fax, cable, telegram, telex or, provided the genuineness thereof is established, electronic transmission.

Any Shareholder may participate and vote in any meeting of Shareholders by videoconference or by way of similar means of communications allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. The participation in or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person.

Except as otherwise required by law or by the present articles, resolutions at a meeting of Shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any meeting of Shareholders.

If all of the Shareholders are present or represented at a meeting of Shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

The chairman of the Board of Directors shall preside at all meetings of the Shareholders. In his absence the chairman of the Board of Directors will be substituted by the Chief Executive Officer. The Shareholders may appoint another chairman pro tempore by majority of the votes cast.

Art. 9. Annual general meeting of shareholders. The annual general meeting of Shareholders shall be held in accordance with Luxembourg law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on the second Monday day of the month of June in each year at 11 a.m. (Luxembourg time) and for the first time in 2016.

If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the Board of Directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 10. Board of Directors. The Company is managed by a Board of Directors appointed as a collegiate body by the general meeting of Shareholders in accordance with the provisions set out hereafter. The members of the Board of Directors (each a "Director" or a "Board Member") need not be Shareholders. The Board of Directors shall be composed of minimum 3 and maximum 5 members determined by the general meeting of Shareholders pursuant to the provisions of the Articles.

The Board Members are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of Shareholders pursuant to article 7, which determines their powers and the term of their mandates. The Directors shall be elected by the general meeting of Shareholders for a period of maximum five (5) years. Any Director may be removed with or without cause (ad nutum) and replaced at any time by a simple majority decision of the general meeting of Shareholders. Directors are eligible for re-election. In the event of a vacancy in the office of a Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may elect (in accordance with the provisions of this article) a new Director to fill such vacancy until the next general meeting of Shareholders.

If and for as long as Grivalia Class Shares and other classes of shares (such as class B shares) (hereafter referred to as "Class B Shares") are in issue, the Board of Directors shall always be composed so that:

three (3) Board Members shall be appointed by the general meeting of Shareholders from a list of candidates proposed by Grivalia Class Shareholders (such Board Members referred to as "Grivalia Class Directors" or the "Grivalia Class Board Members"), and

if and for as long as Class B Shares are in issue, up to two (2) Board Members shall be appointed by the general meeting of Shareholders from a list of candidates, proposed by the Class B Shareholders provided that such candidates may only be chosen among the Class B candidates (such Class B Board Members referred to as “Class B Directors” or the “Class B Board Members”).

The Grivalia Class Shareholders and the Class B Shareholders may waive, for such period of time as the relevant Shareholders may determine, the right of the relevant Shareholders to propose candidates for Board of Directors' elections as provided for herein. In the event the Grivalia Class Shareholders or the Class B Shareholders, respectively, decide to terminate such waiver and notify the Company thereof in writing, the Company shall within one (1) month of receipt of such notice proceed to convening of a general meeting of Shareholders for the election of Board Members as appropriate.

In the event the Grivalia Class Shareholders or the Class B Shareholders do not provide for a list of candidates as provided above within 10 days after having been requested to do so by the Company, they shall be deemed to have waived the right to nominate candidates. In the event of any such waiver (whether express or deemed) the general meeting of Shareholders may determine the number of the Board Members accordingly and freely choose such Board Members in accordance with this article.

Art. 11. Procedures of meeting of the Board of Directors. The Board of Directors shall elect a chairman among the Grivalia Class Directors, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meeting of the Board of Directors and of the Shareholders.

The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or two Directors at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of Shareholders and of the Board of Directors, but in his absence he will be substituted by the Chief Executive Officer. The Shareholders or the Board of Directors may appoint another chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the Directors is present or represented at a meeting. Subject as set forth here below, such majority shall include at least three (3) Grivalia Class Directors.

Meetings of the Board of Directors shall be called by the chairman of the Board of Directors or any two Board Members with at least two (2) days prior notice, unless corporate affairs require a shorter notice period or for urgency (down to 12 hours). The convening notice may be waived by the unanimous consent given in writing, by fax or e-mail of all Directors. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

Meetings of the Board of Directors may be held physically or, in all circumstances, by way of conference call (or similar means of communication which permit the participants to communicate with each other). The Board of Directors may further in all circumstances take decisions by way of unanimous written resolutions. Resolutions in writing approved and signed by all Directors shall have the same effect as resolutions passed at a Board of Directors' meeting. In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated by writing by circular way, transmitted by mail, courier, electronic mail or fax.

Any Board Member may participate in any meeting of the Board of Directors by conference-call or by other similar means of communication allowing all Board Members taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. Any Director may act at any meeting of Directors by appointing in writing, by fax, or e-mail another Board Member as his proxy. A Board Member may represent more than one of his colleagues.

Decisions of the Board of Directors shall be taken by the favourable votes of the majority of the Board Members present or represented at the relevant meeting. In the event however the general meeting of Shareholders has appointed different classes of directors (namely Grivalia Class Directors and Class B Directors) any resolutions of the Board of Directors may only be validly taken if approved by the majority of Directors including at least two Grivalia Class Directors. In the event that in any meeting of the Board of Directors the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company (other than that arising by virtue of serving as a Director, officer or employee in the other contracting party), such Director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider, or vote on such transactions, and such Director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders. This paragraph does not apply where the decision of the Board of Directors relates to current operations entered into under normal conditions.

Art. 12. Minutes of meetings of the Board. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be worded in English language and be signed by the chairman of the Board or, in his absence, by the Chief Executive Officer or the chairman pro tempore who presided at such meeting and the secretary.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or by two Directors.

Art. 13. Board indemnification. The Directors are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed hereafter, every person who is, or has been, a Director or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such Director or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words “claim”, “action”, “suit” or “proceeding” shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words “liability” and “expenses” shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any Director or officer:

- Against any liability to the Company or its Shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;
- With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or
- In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the Board of Directors.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any Director or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such Director or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including Directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or Director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 14. Powers of the Board. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests. All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Board of Directors.

The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs to any member or members of the Board of Directors who may constitute committees deliberating under such terms as the Board of Directors shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any persons who need not be Directors, appoint and dismiss all officers and employees and fix their emoluments.

Art. 15. Binding signatures. The Company will be bound by the joint signature of any two Directors and in case different classes of Directors are appointed, by the joint signature of one Grivalia Class Director and one Class B Director or by the joint or single signature of any person or persons to whom such signatory power shall have been delegated by the Board of Directors.

Art. 16. Approved statutory auditor. The operations of the Company shall be supervised by an approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) who shall carry out the duties prescribed by the Luxembourg law of 12 July 2013 relating to alternative investment fund managers (the “AIFM Law”). The approved statutory auditor shall be elected by the annual general meeting of Shareholders for a period ending at the date of the next annual general meeting of Shareholders.

The approved statutory auditor in office may be removed at any time by the Shareholders with or without cause.

Art. 17. Depositary. The Company shall enter into a depositary bank agreement with a credit institution or an investment company which shall satisfy the requirements and fulfil the duties of the AIFM Law (the “Depositary”). The Depositary shall assume towards the Company and its Shareholders the responsibilities provided by the AIFM Law.

To the extent required under the AIFM Law, the Depositary may discharge itself of its liability provided that certain conditions are met, including the condition that, where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in point (d) (ii) of the second paragraph of Article 19(11) of the AIFM Law, the Articles expressly allow for such a discharge under the conditions set out in Article 19(14) of the AIFM Law. The Company hereby expressly allows for such a discharge and, more generally, allows for any discharge by the Depositary of its liability that is not prohibited by any applicable laws and regulations and to be in place in accordance with the conditions set out in the AIFM Law. Information regarding any discharge by the Depositary of its liability, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to Shareholders in, via and/or at any of the Information Means (as defined below); it being understood that availability or disclosure of any information regarding discharge by the Depositary of its liability may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

To the maximum extent authorised by applicable laws and regulations, any assets of the Company may be transferred to, and reused by, any third party, including the Depositary and any prime broker appointed from time to time.

In the event of the Depositary desiring to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find within two months a credit institution or an investment company to act as depositary and upon doing so the Board of Directors shall appoint such corporation to be depositary in place of the retiring Depositary. The Board of Directors may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

If the circumstances so require, the opening of accounts in the name of the Company, as well as power of attorney on such accounts, shall be subject to the prior approval and/or ratification of the Board of Directors.

Art. 18. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the first day of January of each year and shall terminate on the last day of December of the same year, with the exception of the first accounting year, which shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 31st December 2015.

The accounts of the Company shall be prepared in accordance with the international financial reporting standards (“IFRS”), or such other permitted accounting standards accepted in Luxembourg and considered by the Board of Directors to be the most appropriate for the Company. Subject to, and in compliance with, applicable laws and regulations, the Board of Directors is authorised to change the accounting standards and adopt new accounting standards accepted in Luxembourg and considered by the Board of Directors to be the most appropriate for the Company. The accounting standards actually retained by the Company may be disclosed or made available to Shareholders in, via and/or at any of the Information Means (as defined below).

Art. 19. Appropriation of profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such surplus reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

The Board may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the Board, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the Shareholders upon decision of a general meeting of Shareholders.

For any distribution to be made to Shareholders, the Board shall prepare an inventory showing the origin of the profits and differentiate between operating profits such as rental income of real estate assets or any income resulting from the day to day business and operations of the Company and its portfolio of assets (the “Operating Profits”) and profits resulting from realisation or sale of an real estate asset, whether directly or indirectly through a special purpose vehicle (the “Realisation Profits”). Provided that the Company in any year has sufficient net profits for distribution, these profits shall be distributed as follows:

(a) Operating Profits shall be distributed *pari passu* among all the Shareholders;

(b) As Long as Grivalia Class shares do not represent 35 per cent or more of the issued share capital holders of Grivalia Class Shares shall receive 35 per cent of the Realisation Profits and the remaining balance of the Realisation Profits (i.e. 65 percent) shall be distributed among the holders of the Class B Shares (*pari passu* as if the same constituted one class of shares).

The dividends declared may be paid in any currency selected by the Board of Directors and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors.

The Board of Directors may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

A dividend declared but not paid on a share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Company.

No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of shares.

Art. 20. Alternative investment fund manager. The Company may at any time enter into an agreement with an alternative investment fund manager (“AIFM”) authorised under Directive 2011/61/EU of 8 June 2011 on Alternative Investment Fund Managers, pursuant to which the latter shall be appointed as the designated AIFM of the Company and shall provide the Company with all or certain of the services set out under Annex I of Directive 2011/61/EU.

The Board of Directors and the AIFM are each authorised to take all such steps as deemed necessary and to agree such variations to the structure and ongoing arrangements of the Company in order that the Company and its various service providers may be in compliance with Directive 2011/61/EU, the AIFM Law and contemplated implementation in the European Union generally, to the extent permitted by Luxembourg law.

Art. 21. Preferential treatments. Any prospective or existing Shareholder may be granted a preferential treatment, or a right to obtain a preferential treatment (a “Preferential Treatment”) subject to, and in compliance with, the conditions set forth in applicable laws and regulations.

A Preferential Treatment may take any form that is not inconsistent (or incompatible) with these Articles or with applicable laws and regulations and that may be determined from time to time by, and in the discretion of, the Company and/or its AIFM.

Whenever a Shareholder obtains a Preferential Treatment, a description of that Preferential Treatment, the type of Shareholder who obtains such preferential treatment and, where relevant, its legal or economic links with the Company or the AIFM, as well as any material change to this information, may be disclosed or made available to existing or prospective Shareholders in, via and/or at any of the Information Means (as defined below); it being understood that availability or disclosure of any information regarding Preferential Treatments may be restricted to the largest extent authorised by applicable laws and regulations.

Art. 22. Information means. Any information or document that the Company or its AIFM must or wishes to disclose or be made available to some or all of the prospective or existing Shareholders shall be validly disclosed or made available to any of the concerned prospective or existing Shareholders in, via and/or at any of the following information means (each an “Information Means”): (i) the sales documents of the Company, (ii) subscription, redemption, conversion or transfer form, (iii) contract note, statement or confirmation in any other form, (iv) letter, telecopy, e-mail or any type of notice or message (including verbal notice or message), (v) publication in the (electronic or printed) press, (vi) the Company's periodic report, (vii) the Company's, AIFM's or any third party's registered office, (viii) a third-party, (ix) internet/a website (as the case may be subject to password or other limitations) and (x) any other means or medium to be freely determined from time to time by the Company or its AIFM to the extent that such means or medium comply and remain consistent with the Articles and applicable Luxembourg laws and regulations.

The Company or its AIFM may freely determine from time to time the specific Information Means to be used to disclose or make available a specific information or document, provided, however, that at least one current Information Means used to disclose or make available any specific information or document to be disclosed or made available shall at least be indicated in either the sales documents of the Company or at the Company's or AIFM's registered office.

Certain Information Means (each hereinafter an “Electronic Information Means”) used to disclose or make available certain information or document requires an access to internet and/or to an electronic messaging system. By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, a (prospective) Shareholder acknowledges the possible use of Electronic Information Means and confirms having access to internet and to an electronic messaging system allowing this (prospective) Shareholder to access the information or document disclosed or made available via an Electronic Information Means.

By the sole fact of investing or soliciting the investment in the Company, a (prospective) Shareholder acknowledges and consents (i) that the information to be disclosed in accordance with article 13(1) and (2) of the AIFM Law may be provided by means of a website without being addressed personally thereto and (ii) that the address of the relevant website and the place of the website where the information may be accessed are indicated in either the sales documents of the Company or at the Company's or AIFM's registered office

Art. 23. Dissolution and liquidation. In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of Shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

Art. 24. Amendment of articles. Except for the amendment of the life of the Company as set forth in Article 2 “Duration”, these Articles may only be amended from time to time by a meeting of Shareholders, subject to a positive vote of all the shares in issue at the date of the meeting.

Art. 25. Governing law. All matters not governed by the Articles shall be determined in accordance with the Law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies as amended.

Art. 26. Sole shareholder. If, and as long as one Shareholder holds all the shares in the Company, the Company shall exist as a single sole Shareholder Company and the single Shareholder shall exercise the powers reserved to the general meetings.

Subscription

The shares have been subscribed as follows:

Subscriber	Number of shares subscribed	Payment
GRIVALIA PROPERTIES Real Estate Investment Company; prenamed	1,000,000	€ 1,000,000
Total:	1,000,000	€ 1,000,000

The shares are fully paid up in cash, evidence of which was given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately two thousand eight euros (EUR 2,800.-)

Statements

The undersigned notary acknowledges that the conditions required by article 26 of the law of tenth August nineteen hundred and fifteen on commercial companies have been observed.

Extraordinary general meeting

The above named person, representing the entire subscribed capital and considering itself as having received due notice, has immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, it has passed the following resolutions.

First resolution

The following persons are appointed Directors for a term ending at the annual general meeting to be held in 2020:

Name	Address	Title	Date of birth	City and country of birth
Georgios Chryssikos	8B Iras str, Nea Erithrea, Attiki, Greece	Chairman	29.8.1972	Athens, Greece
Ignace Charles Rotman	40 Hyde Park Gate, flat 3, London SW7 5DT, UK	Member	24.6.1972	Le Mont sur Lausanne, Switzerland
Wade Sebastian Burton	34 Edgar Avenue, M4W 2A9, Toronto, Ontario, Canada	Member	1.11.1971	Edmonton, Canada
Anastasios Ioannidis	88-90 Kastellorizou str, Voula, Attiki, Greece	Executive member - Chief Executive Officer	25.8.1970	Athens, Greece

Second resolution

PwC Luxembourg with registered office at 2, Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg has been appointed as approved statutory auditor until the annual general meeting to be held in 2016.

Third resolution

The registered office is fixed at 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-sixième jour du mois de juin.

Par-devant Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

«GRIVALIA PROPERTIES Real Estate Investment Company», une société anonyme de droit grec, dont le siège social se situe à Maroussi, Attiki, Grèce, 117 Kifissias Avenue, 3^e étage, GR 15124, et immatriculée auprès du registre général du commerce grec (GEMI) sous le numéro 000239101000» (ci-après dénommée «GRIVALIA»), représentée par

1) Panagiotis Aristeidis Varfis, détenteur d'un passeport grec sous le numéro AK 0931357, émis par le NPC le 12.12.2012,

and

2) Charalampos Anastaselos, détenteur d'un passeport grec sous le numéro AI 1813313 émis par le NPC le 16.01.2012, en vertu d'une procuration datée du 17 juin 2015, annexée aux présentes.

La partie comparante, agissant ès qualités, a requis le notaire d'acter comme suit les statuts (ci-après les «Statuts») d'une société qu'elle forme:

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il est par les présentes établi, entre les actionnaires, une société anonyme sous la dénomination de «Grivalia Hospitality S.A.» (la «Société»).

Art. 2. Durée. La Société est établie pour une durée limitée de 15 ans de sorte qu'elle expirera le 24 juin 2030. La Société peut être dissoute avant la fin de sa vie par une décision de ses actionnaires statuant de la manière requise pour la modification des Statuts.

Sur proposition du conseil d'administration (ci-après le «Conseil d'Administration» ou le «Conseil») et avant la fin de la vie de la Société, les actionnaires (ci-après les «Actionnaires») peuvent décider de prolonger la vie de la Société de deux périodes d'un an supplémentaires consécutives. Un an avant le 15^e anniversaire de la date de constitution de la Société, le Conseil peut soumettre une proposition selon laquelle la vie de la Société devrait être prolongée d'un an supplémentaire afin d'optimiser la cession des placements de la Société. Si cette proposition est acceptée à la majorité des votes de 80% des actions présentes ou représentées à l'assemblée des Actionnaires où un quorum de 75% de toutes les actions émises, à la date de l'assemblée des Actionnaires, a été réuni, le Conseil pourra soumettre une proposition similaire avant le 16^e anniversaire de la date de constitution de la Société, laquelle devra être approuvée à nouveau selon les mêmes conditions de majorité et de quorum que celles mentionnées ci-dessus.

Si ni l'une ni l'autre de ces propositions n'est approuvée par les Actionnaires comme indiqué ci-dessus, le Conseil d'Administration mettra en oeuvre la liquidation de la Société tel qu'il l'estime indiqué dans l'intérêt des Actionnaires.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, et toute autre forme d'investissement, l'acquisition par l'achat, la souscription ou par tout autre moyen, de même que le transfert par la vente, l'échange ou autrement de titres de quelque nature que ce soit, ainsi que l'administration, le contrôle et le développement de son portefeuille.

La Société peut également effectuer toutes les opérations liées directement ou indirectement à l'acquisition d'immeubles, de biens et de droits immobiliers au Luxembourg et à l'étranger, directement par l'acquisition de droits de propriété ou d'autres droits immobiliers ou indirectement, par l'acquisition d'actions de sociétés ou d'autres participations dans des entreprises ou établissements immobiliers sous quelque forme que ce soit qui détiennent des actifs ou portefeuilles immobiliers, et l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations et avoirs.

Afin d'accomplir son objet, la Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission d'obligations, de certificats d'actions privilégiées, convertibles ou non, de warrants, de titres obligataires et de certificats de créance ou d'autres instruments financiers appropriés autorisés par les lois et réglementations luxembourgeoises.

La Société peut prêter assistance (par des prêts, avances, garanties, sûretés ou autrement) à des sociétés ou d'autres entreprises dans lesquelles la Société a un intérêt ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société, prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle peut juger utile à l'accomplissement et au développement de son objet. La Société peut par ailleurs octroyer des garanties (y compris des garanties up-stream et side-stream), octroyer des sûretés, accorder des prêts ou autrement aider les sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut notamment fournir aux sociétés au sein de son portefeuille les services nécessaires à leur administration, contrôle et développement. Pour ce faire, la Société peut demander et faire appel à l'aide d'autres conseillers.

De manière générale, la Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, techniques, financières ou autres, liées directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 4. Politique et restrictions en matière d'investissement. Le Conseil a le pouvoir de déterminer les politiques et stratégies d'investissement de la Société et la ligne de conduite de la gestion et des affaires de la Société, dans les limites des restrictions indiquées dans les présents Statuts et conformément aux lois et règlements applicables. Le Conseil peut déléguer tout ou partie de son pouvoir de mettre en oeuvre les politiques et stratégies d'investissement de la Société à un comité d'investissement composé de membres du Conseil.

La Société investira directement ou indirectement (par participation dans des sociétés) dans l'acquisition, le développement et la gestion d'actifs visés dans le secteur hospitalier de premier plan, en particulier en Grèce. Les investissements individuels seront limités à des biens immobiliers ou des portefeuilles immobiliers d'une valeur minimum de 10 millions d'euros par bien ou portefeuille immobilier.

Art. 5. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg. Le siège social peut être transféré au sein de la commune de Luxembourg par une décision du Conseil d'Administration. Il peut être créé, sur décision du Conseil d'Administration, des succursales ou d'autres bureaux, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Au cas où le Conseil d'Administration estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social ou la communication aisée entre ce siège et des personnes à l'étranger, se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, restera une société luxembourgeoise.

Art. 6. Capital - Actions et certificats. Le capital social émis de la Société est fixé à un million d'euros (1.000.000,00 €) et représenté par un million (1.000.000) d'actions de classe Grivalia (ci-après les «Actions de Classe Grivalia»), chacune d'une valeur nominale d'un euro (1,00 €) et assorties des droits et obligations indiqués dans les présents Statuts.

Le capital social autorisé non émis de la Société est fixé à quatre-vingt-dix-neuf millions d'euros (99.000.000 €) représenté par quatre-vingt-dix-neuf millions (99.000.000) d'actions de quelque classe que ce soit. Toutes les actions autorisées mais non émises expirent cinq (5) ans après la publication au Mémorial du présent acte de constitution.

Le Conseil d'Administration, ou tout délégué dûment nommé par le Conseil d'Administration, peut de temps à autre émettre des actions de la classe qu'il déterminera dans les limites du capital social autorisé non émis en échange d'apports

en numéraire, d'apports en nature ou par incorporation de réserves disponibles aux moments et selon les modalités et conditions, y compris relatives au prix d'émission, que le Conseil d'Administration ou son (ses) délégué(s) peu(ven)t décider de manière discrétionnaire. Afin d'éviter tout doute, il est précisé que le Conseil d'Administration peut émettre des actions de quelque Classe que ce soit sans devoir respecter un quelconque ratio spécifique.

Le Conseil d'Administration est autorisé, conformément à la loi luxembourgeoise concernant les sociétés commerciales, à supprimer ou limiter ces droits de souscription. Le droit préférentiel de souscription, s'il n'y est pas renoncé, ou s'il n'est pas supprimé ou limité comme indiqué ci-dessus, peut être exercé pendant une période déterminée par le Conseil d'Administration, qui ne peut être inférieure à trente (30) jours à partir de la date de la période de souscription, laquelle doit être notifiée par lettre recommandée. Le droit préférentiel de souscription est transférable pendant toute la période de souscription entre Actionnaires.

Une augmentation de capital réalisée dans les limites du capital autorisé non émis doit être constatée par acte notarié, à la demande du Conseil d'Administration ou de son (ses) délégué(s) sur présentation des documents établissant la souscription et les paiements.

La Société peut émettre des fractions d'action jusqu'à 4 décimales. Le Conseil d'Administration est autorisé à sa discrétion à prévoir le paiement d'espèces au lieu de toute fraction d'action.

La Société considérera la personne au nom de laquelle les actions sont inscrites dans le registre des Actionnaires comme le propriétaire à part entière de ces actions.

Les actions seront émises sous forme nominative. Des certificats papiers représentatifs d'actions indiquant ces inscriptions peuvent être remis aux Actionnaires sur demande.

Les actions de la Société sont librement transférables. Les transferts d'actions se feront par une inscription au registre des Actionnaires de la Société sur délivrance d'un certificat ou de certificats émis en relation avec les actions à la Société, accompagnés d'un instrument de transfert satisfaisant pour la Société ou par des déclarations écrites de transfert inscrites au registre des Actionnaires, datées et signées par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoir.

La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi luxembourgeoise.

Art. 7. Augmentation et réduction de capital. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit par décision des Actionnaires statuant selon les modalités requises en matière de modification des Statuts.

Art. 8. Assemblées des actionnaires - Généralités. Les assemblées des Actionnaires sont convoquées par le Conseil d'Administration par des avis de convocation envoyés par courrier recommandé ou par coursier à tous les Actionnaires à leur adresse telle qu'elle figure dans le registre des Actionnaires tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée ou tel que prévu autrement par la loi. Si l'intégralité du capital social émis de la Société est représentée à une assemblée générale, aucun avis de convocation n'est requis pour cette assemblée et les délibérations lors de cette assemblée générale seront réputées valables.

Toute assemblée des Actionnaires de la Société régulièrement constituée représente l'ensemble des Actionnaires de la Société. Elle disposera des pouvoirs les plus étendus pour ordonner, accomplir ou ratifier des actes en rapport avec les opérations de la Société. Lorsque, et tant que, la Société compte un seul Actionnaire, ce dernier exerce les pouvoirs dévolus par la loi à l'assemblée générale des Actionnaires.

Le quorum et le délai prévus par la loi régiront la convocation aux assemblées des Actionnaires de la Société ainsi que leur déroulement, sauf dispositions contraires des présents Statuts.

Chaque action a droit à une voix. Un Actionnaire peut agir à toute assemblée des Actionnaires en nommant une autre personne comme mandataire par écrit, télécopie, câble, télégramme, télex ou, à condition que l'authenticité puisse en être établie, transmission électronique.

Tout Actionnaire peut participer et voter à toute assemblée des Actionnaires par visioconférence ou par un moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes participant à l'assemblée de s'entendre les unes les autres et de communiquer entre elles. La participation à une assemblée ou la tenue d'une assemblée par ces moyens équivaut à la participation en personne à une telle assemblée ou à la tenue d'une assemblée en personne.

Sauf obligation contraire de la loi ou des présents statuts, les résolutions prises aux assemblées des Actionnaires dûment convoquées seront adoptées à la majorité simple des voix exprimées.

Le Conseil d'Administration peut fixer toutes les autres conditions que doivent remplir les Actionnaires pour participer à une assemblée des Actionnaires.

Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée des Actionnaires et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée peut être tenue sans convocation ou publication préalable.

Le président du Conseil d'Administration présidera toutes les assemblées des Actionnaires. En son absence, le président du Conseil d'Administration sera substitué par le Chief Executive Officer. Les Actionnaires peuvent nommer un autre président pro tempore par la majorité des voix exprimées.

Art. 9. Assemblée générale annuelle des actionnaires. L'assemblée générale annuelle des Actionnaires se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Luxembourg indiqué dans l'avis de convocation, le deuxième lundi du mois de juin de chaque année à 11 heures (heure du Luxembourg) et pour la première fois en 2016.

Si ce jour n'est pas un jour ouvrable bancaire à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable bancaire suivant. L'assemblée générale annuelle peut se tenir à l'étranger si le Conseil d'Administration constate de manière absolue et définitive que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

D'autres assemblées des Actionnaires peuvent se tenir à l'heure et au lieu indiqués dans les avis de convocation respectifs.

Art. 10. Conseil d'Administration. La Société est gérée par un Conseil d'Administration nommé en tant que collège par l'assemblée générale des Actionnaires conformément aux dispositions énoncées ci-après. Les membres du Conseil d'Administration (chacun un «Administrateur» ou un «Membre du Conseil») ne doivent pas nécessairement être des Actionnaires. Le Conseil d'Administration est composé de minimum 3 et maximum 5 membres déterminés par l'assemblée générale des Actionnaires en vertu des dispositions des Statuts.

Les Membres du Conseil sont nommés et révoqués sur décision à la majorité simple de l'assemblée générale des Actionnaires en vertu de l'article 7, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs mandats. Les Administrateurs sont élus par l'assemblée générale des Actionnaires pour une période de maximum cinq (5) ans. Tout Administrateur peut être révoqué avec ou sans motif (ad nutum) et remplacé à quelque moment que ce soit sur décision à la majorité simple de l'assemblée générale des Actionnaires. Les Administrateurs sont rééligibles. En cas de vacance d'un poste d'Administrateur pour cause de décès, de retraite ou autre, les Administrateurs restants peuvent élire (conformément aux dispositions du présent article) un nouvel Administrateur afin de pouvoir à ce poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale des Actionnaires.

Lorsque, et tant que, des Actions de Classe Grivalia et d'autres classes d'actions (telles que des actions de classe B) (ci-après des «Actions de Classe B») sont émises, le Conseil d'Administration sera toujours composé de sorte que:

trois (3) Membres du Conseil seront nommés par l'assemblée générale des Actionnaires parmi une liste de candidats proposés par les Actionnaires de Classe Grivalia (ces Membres du Conseil étant dénommés «Administrateurs de Classe Grivalia») ou les «Membres du Conseil de Classe Grivalia»), et

lorsque, et tant que, des Actions de Classe B sont émises, jusqu'à deux (2) Membres du Conseil seront nommés par l'assemblée générale des Actionnaires parmi une liste de candidats proposés par les Actionnaires de Classe B, à condition que ces candidats ne puissent être choisis que parmi les candidats de Classe B (ces Membres du Conseil de Classe B étant dénommés «Administrateurs de Classe B» ou les «Membres du Conseil de Classe B»).

Les Actionnaires de Classe Grivalia et les Actionnaires de Classe B peuvent renoncer, pour la période que les Actionnaires concernés peuvent déterminer, au droit des Actionnaires en question de proposer des candidats en vue d'une élection au Conseil d'Administration tel que prévu dans les présentes. Dans le cas où les Actionnaires de Classe Grivalia ou les Actionnaires de Classe B, respectivement, décideraient de mettre fin à cette renonciation et d'en informer la Société par écrit, la Société devra dans le (1) mois suivant la réception de cette notification procéder à la convocation d'une assemblée générale des Actionnaires en vue d'élire des Membres du Conseil si nécessaire.

Dans le cas où les Actionnaires de Classe Grivalia ou les Actionnaires de Classe B ne fourniraient pas de liste de candidats comme prévu ci-dessus dans les 10 jours après avoir reçu la demande de le faire par la Société, ils seront réputés avoir renoncé au droit de désigner des candidats. En cas d'une telle renonciation (qu'elle soit explicite ou tacite), l'assemblée générale des Actionnaires peut déterminer le nombre des Membres du Conseil en conséquence et choisir librement ces Membres du Conseil conformément au présent article.

Art. 11. Procédures des réunions du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration élira un président parmi les Administrateurs de Classe Grivalia, et pourra choisir en son sein un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, Administrateur ou non, qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des assemblées des Actionnaires.

Le Conseil d'Administration se réunira sur convocation du président ou de deux Administrateurs au lieu indiqué dans l'avis de convocation à la réunion.

Le président présidera toutes les assemblées des Actionnaires et réunions du Conseil d'Administration, mais en son absence, il sera substitué par le Chief Executive Officer. Les Actionnaires ou le Conseil d'Administration pourront nommer un autre président pro tempore par suite d'un vote de la majorité présente à cette assemblée ou réunion.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins une majorité des Administrateurs est présente ou représentée à une réunion. Sous réserve de ce qui suit, cette majorité comprend au moins trois (3) Administrateurs de Classe Grivalia.

Les réunions du Conseil d'Administration seront convoquées par le président du Conseil d'Administration ou par deux Membres du Conseil avec au moins deux (2) jours de préavis, à moins que les affaires de la société ne requièrent un préavis plus court ou en cas d'urgence (réduit à 12 heures). Il peut être passé outre à cet avis de convocation si tous les Administrateurs donnent leur assentiment unanime par écrit, télécopie ou courriel. Il n'est pas obligatoire de remettre un avis de convocation spécial pour toute réunion devant se tenir à une heure et un lieu déterminés dans un échéancier préalablement adopté dans une résolution du Conseil d'Administration.

Les réunions du Conseil d'Administration peuvent se tenir physiquement ou, dans tous les cas, par conférence téléphonique (ou d'autres moyens similaires de communication permettant aux participants de communiquer entre eux). Le Conseil d'Administration peut également dans tous les cas prendre des décisions par voie de résolutions écrites unanimes. Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les Administrateurs auront le même effet que les résolutions adoptées

lors d'une réunion du Conseil d'Administration. Dans de tels cas, les résolutions ou décisions seront prises expressément, qu'elles soient formulées par écrit par voie circulaire, transmises par courrier, coursier, courriel ou télécopie.

Tout Membre du Conseil peut participer à une réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique ou par d'autres moyens similaires de communication permettant à tous les Membres du Conseil prenant part à la réunion de s'entendre les uns les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion. Tout Administrateur peut agir à toute réunion des Administrateurs en nommant par écrit, par télécopie ou courriel un autre Membre du Conseil comme mandataire. Un Membre du Conseil peut représenter plusieurs de ses collègues.

Les décisions du Conseil d'Administration seront prises à la majorité des voix favorables des Membres du Conseil présents ou représentés à la réunion en question. Dans le cas toutefois où l'assemblée générale des Actionnaires aurait nommé différentes classes d'Administrateurs (à savoir des Administrateurs de Classe Grivalia et des Administrateurs de Classe B), toute résolution du Conseil d'Administration ne peut être valablement prise que si elle est approuvée par la majorité des Administrateurs comprenant au moins deux Administrateurs de Classe Grivalia. Au cas où lors d'une réunion du Conseil d'Administration il y aurait un partage des voix, la voix du président de la réunion sera prépondérante.

Au cas où un Administrateur ou dirigeant de la Société aurait un intérêt personnel dans une affaire de la Société (autre qu'un intérêt existant en raison de sa qualité d'Administrateur, de dirigeant ou d'employé de l'autre partie contractante), cet Administrateur ou ce dirigeant devra informer le Conseil d'Administration de cet intérêt personnel et ne pourra délibérer, ni prendre part au vote sur cette affaire; et rapport devra être fait au sujet de l'intérêt personnel de cet Administrateur ou de ce dirigeant à la prochaine assemblée des Actionnaires. Cet alinéa n'est pas applicable lorsque la décision du Conseil d'Administration concerne des opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 12. Procès-verbaux des réunions du Conseil. Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration seront rédigés en langue anglaise et signés par le président du Conseil ou, en son absence, par le Chief Executive Officer ou le président pro tempore qui aura assumé la présidence de cette réunion et par le secrétaire.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président, par le secrétaire ou par deux Administrateurs.

Art. 13. Indemnisation du Conseil. Les Administrateurs ne sont pas tenus personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs devoirs.

Sous réserve des exceptions et des limitations reprises ci-dessous, toute personne étant, ou ayant été, Administrateur ou dirigeant de la Société, devra être indemnisée par la Société dans la mesure la plus large permise par la loi pour toute responsabilité et pour toutes les dépenses raisonnablement encourues ou payées par elle dans le cadre d'une demande, action, poursuite ou procédure, dans lesquelles elle serait impliquée en tant que partie ou autrement en vertu de sa qualité passée ou présente d'Administrateur ou de dirigeant et pour les montants payés ou encourus par elle dans le cadre du règlement de celles-ci. Les termes «demande», «action», «poursuite» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, poursuites ou procédures (en matière civile, pénale ou autre, en ce compris en appel) actuels ou éventuels et les termes «responsabilité» et «dépenses» devront inclure et ce, de manière non limitative, les honoraires d'avocat, frais, jugements et montants payés dans le cadre d'une transaction et toutes autres responsabilités.

Aucune indemnisation ne sera due à un Administrateur ou dirigeant:

- en cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses Actionnaires en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'exécution des obligations découlant de sa fonction;
- dans le cadre d'une affaire dans laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et non dans l'intérêt de la Société; ou
- en cas de transaction, à moins que celle-ci n'ait été approuvée par un tribunal compétent ou par le Conseil d'Administration.

Le droit à indemnisation prévu par les présents Statuts est divisible, n'affectera aucun autre droit dont tout Administrateur ou dirigeant pourrait bénéficier actuellement ou ultérieurement, subsistera à l'égard d'une personne ayant cessé d'être cet Administrateur ou ce dirigeant et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de cette personne. Les dispositions des présents Statuts n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les Administrateurs et dirigeants, en vertu d'un contrat ou en vertu de la loi.

Les dépenses relatives à la préparation et à la représentation d'une défense dans le cadre de toute demande, action, poursuite ou procédure de la nature décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision définitive sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du dirigeant ou de l'Administrateur de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation aux termes du présent article.

Art. 14. Pouvoirs du Conseil. Le Conseil d'Administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des Actionnaires par la loi ou par les présents Statuts relèvent de la compétence du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration peut déléguer ses pouvoirs pour la gestion journalière des affaires de la Société et la représentation de la Société dans la gestion de ces affaires à tout membre ou tous membres du Conseil d'Administration

qui peuvent constituer des comités délibérant selon les modalités fixées par le Conseil d'Administration. Il peut également conférer tous les pouvoirs et mandats spéciaux à quelque personne que ce soit, qui ne doit pas nécessairement être Administrateur, ainsi que nommer et révoquer tous les dirigeants et employés et fixer leurs émoluments.

Art. 15. Signatures autorisées. La Société sera engagée par la signature conjointe de deux Administrateurs et, dans le cas où différentes classes d'Administrateurs seraient nommées, par la signature conjointe d'un Administrateur de Classe Grivalia et d'un Administrateur de Classe B, ou par la signature conjointe ou individuelle de toute personne ou toutes personnes à qui de ce pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil d'Administration.

Art. 16. Réviseur d'entreprises agréé. Les opérations de la Société seront surveillées par un réviseur d'entreprises agréé qui exercera les fonctions prescrites par la loi luxembourgeoise du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (la «Loi GFIA»). Le réviseur d'entreprises agréé sera élu par l'assemblée générale annuelle des Actionnaires pour une période se terminant le jour de la prochaine assemblée générale annuelle des Actionnaires.

Le réviseur d'entreprises agréé en fonction peut être révoqué à tout moment par les Actionnaires avec ou sans motif.

Art. 17. Dépositaire. La Société conclura une convention de dépôt avec un établissement de crédit ou une société d'investissement qui devra satisfaire les exigences et respecter les obligations imposées par la Loi GFIA (le «Dépositaire»). Le Dépositaire devra assumer envers la Société et ses Actionnaires les responsabilités prévues par la Loi GFIA.

Dans la mesure où la Loi GFIA le requiert, le Dépositaire peut se décharger de sa responsabilité, sous réserve que certaines conditions soient remplies, y compris la condition que, lorsque la législation d'un pays tiers exige que certains instruments financiers soient conservés par une entité locale et lorsqu'aucune entité locale ne satisfait aux exigences relatives à la délégation visées au point (d) (ii) du deuxième paragraphe de l'article 19(11) de la Loi GFIA, les Statuts autorisent expressément une telle décharge aux conditions énoncées à l'article 19(14) de la Loi GFIA. La Société permet par les présentes expressément une telle décharge et, de manière plus générale, permet toute décharge par le Dépositaire de sa responsabilité qui n'est pas interdite par quelque loi et réglementation applicable que ce soit et devant être en place conformément aux conditions énoncées dans la Loi GFIA. Les informations relatives à toute décharge par le Dépositaire de sa responsabilité, ainsi que toute modification importante apportée à ces informations, peuvent être communiquées aux Actionnaires ou mises à leur disposition dans, par et/ou à l'un des Moyens d'Information (tels que définis ci-dessous); étant entendu que la mise à disposition ou la communication de toute information concernant la décharge par le Dépositaire de sa responsabilité peut être limitée dans la mesure la plus large autorisée par les lois et réglementations applicables.

Dans la mesure la plus large autorisée par les lois et réglementations applicables, tout élément du patrimoine actif de la Société peut être transféré à, et réutilisé par, tout tiers, y compris le Dépositaire et tout courtier désigné de temps à autre.

Dans le cas où le Dépositaire souhaiterait prendre sa retraite, le Conseil d'Administration mettra tout en oeuvre pour trouver dans les deux mois un établissement de crédit ou une société d'investissement pour agir en tant que dépositaire et après quoi, le Conseil d'Administration nommera cette société comme dépositaire en lieu et place du Dépositaire prenant sa retraite. Le Conseil d'Administration peut mettre fin à l'engagement du Dépositaire, mais ne le révoquera pas à moins et avant qu'un remplaçant du dépositaire n'ait été nommé conformément à la présente disposition pour agir en lieu et place de celui-ci.

Si les circonstances le requièrent, l'ouverture de comptes au nom de la Société, ainsi qu'une procuration sur ces comptes, seront soumises à l'accord et/ou la ratification préalable du Conseil d'Administration.

Art. 18. Exercice social. L'exercice social de la Société commencera le premier jour du mois de janvier de chaque année et se terminera le dernier jour du mois de décembre de la même année, à l'exception du premier exercice social, lequel commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2015.

Les comptes de la Société seront préparés conformément aux normes internationales d'information financière («IFRS») ou aux autres normes comptables permises acceptées au Luxembourg et considérées par le Conseil d'Administration comme étant les plus appropriées pour la Société. Sous réserve des lois et réglementations applicables, et conformément à celles-ci, le Conseil d'Administration est autorisé à changer les normes comptables et à adopter de nouvelles normes comptables acceptées au Luxembourg et considérées par le Conseil d'Administration comme étant les plus appropriées pour la Société. Les normes comptables réellement retenues par la Société peuvent être communiquées aux Actionnaires ou mises à leur disposition dans, par et/ou à l'un des Moyens d'Information (tels que définis ci-dessous).

Art. 19. Affectation des bénéfiques. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve prévue par la loi. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que cette réserve sera égale à dix pour cent (10%) du capital souscrit de la Société.

Le Conseil d'administration peut décider de verser des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable préparé par le Conseil d'Administration faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles en vue d'une distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice comptable augmentés des bénéfices reportés et des réserves et primes distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes à affecter à une réserve légale.

Le solde peut être distribué aux Actionnaires sur décision d'une assemblée générale des Actionnaires.

Pour toute distribution à faire aux actionnaires, le Conseil d'administration devra préparer un inventaire qui démontre l'origine des bénéfices et différencier entre les bénéfices opérationnels, tels que les revenus de location provenant des avoirs

immobiliers ou tout autre revenu provenant des activités et opérations régulières de la Société et de son portefeuille d'investissement (les «Bénéfices Opérationnels») et les bénéfices provenant de la cession ou de la vente d'avoirs immobiliers, soit directement ou indirectement par le biais de sociétés de détention (les «Bénéfices de Cessions»).

Au cours de tout exercice où la Société a suffisamment de bénéfices nets en vue d'une distribution, ces derniers seront distribués comme suit:

(a) Les Bénéfices opérationnels seront distribués pari passu à tous les Actionnaires;

(b) Aussi longtemps que les actions de la classe Grivalia ne représentent pas 35 pour cent ou plus du capital social émis aux porteurs des Actions de Class Grivalia recevant 35 pour cent des Bénéfices de Cessions et le solde des Bénéfices de Cession (c.-à-d. 65 pour cent) sera réparti entre les porteurs des Actions de Classe B (pari passu comme si celles-ci constituaient une seule classe d'actions).

Les dividendes déclarés peuvent être payés en toute devise choisie par le Conseil d'Administration et en temps et lieu qu'il appartiendra au Conseil d'Administration de déterminer.

Le Conseil d'Administration peut décider de manière définitive du taux de change applicable pour convertir les montants des dividendes en la devise de leur paiement.

Un dividende déclaré mais non payé sur une action pendant cinq ans ne pourra par la suite plus être réclamé par le propriétaire d'une telle action, sera perdu pour celui-ci, et reviendra à la Société.

Aucun intérêt ne sera payé sur les dividendes déclarés et non réclamés qui sont détenus par la Société pour le compte de porteurs d'actions.

Art. 20. Gestionnaire de fonds d'investissement alternatifs. La Société peut à tout moment conclure un contrat avec un gestionnaire de fonds d'investissement alternatifs («GFIA») agréé au titre de la directive 2011/61/UE du 8 juin 2011 sur les gestionnaire de fonds d'investissement alternatifs, en vertu de laquelle ce dernier sera nommé comme le GFIA désigné de la Société et fournira à la Société tout ou partie des services énoncés à l'annexe I de la directive 2011/61/UE.

Le Conseil d'Administration et le GFIA sont autorisés à prendre toutes les mesures jugées nécessaires et à accepter ces variations apportées à la structure et aux arrangements permanents de la Société afin que la Société et ses divers prestataires de services puissent être conformes à la directive 2011/61/UE, la Loi GFIA et la mise en oeuvre envisagée dans l'Union européenne de manière générale, dans la mesure où la loi luxembourgeoise le permet.

Art. 21. Traitements préférentiels. Tout Actionnaire éventuel ou existant peut se voir accorder un traitement préférentiel ou un droit de bénéficier d'un traitement préférentiel (un «Traitement Préférentiel») sous réserve des, et conformément aux, conditions prescrites par les lois et réglementations applicables.

Un Traitement Préférentiel peut prendre toute forme n'étant pas en contradiction (ou incompatible) avec les présents Statuts ou les lois et réglementations applicables et pouvant être déterminée de temps à autre par, et à la discrétion de, la Société et/ou de son GFIA.

Lorsqu'un Traitement Préférentiel est accordé à un Actionnaire, une description de ce Traitement Préférentiel, le type d'Actionnaire qui bénéficie de ce traitement préférentiel et, le cas échéant, ses liens juridiques et économiques avec la Société ou le GFIA, ainsi que tout changement important apporté à ces informations, peuvent être communiqués aux Actionnaires existants ou potentiels ou mis à leur disposition dans, par et/ou à l'un des Moyens d'Information (tels que définis ci-dessous); étant entendu que la mise à disposition ou la communication de toute information concernant les Traitements Préférentiels peut être limitée dans la mesure la plus large autorisée par les lois et réglementations applicables.

Art. 22. Moyens d'information. Les informations ou documents que la Société ou son GFIA doit ou souhaite communiquer à, ou mettre à la disposition de, certains ou tous les Actionnaires existants ou potentiels seront valablement communiqués aux Actionnaires concernés existants ou potentiels ou mis à leur disposition dans, par et/ou à l'un des moyens d'information suivants (chacun, un «Moyen d'Information»): (i) les documents de vente de la Société, (ii) les formulaires de souscription, de rachat, de conversion ou de transfert, (iii) les avis d'opéré, déclarations ou confirmations sous quelque autre forme que ce soit, (iv) les lettres, télécopies, courriels ou tout type de notification ou de message (y compris les notifications ou messages verbaux), (v) les publications dans la presse (électronique ou papier), (vi) les rapports périodiques de la Société, (vii) le siège social de la Société, du GFIA ou de tout tiers, (viii) un tiers, (ix) Internet/un site Web (le cas échéant, soumis à un mot de passe ou à d'autres limitations) et (x) tout autre moyen devant être librement déterminé de temps à autre par la Société ou son GFIA, dans la mesure où ce moyen respecte et reste conforme aux Statuts et aux lois et réglementations applicables.

La Société ou son GFIA peuvent librement déterminer de temps à autre les Moyens d'Information spécifiques à utiliser pour communiquer ou rendre disponibles des informations ou documents spécifiques, à condition toutefois qu'au moins un Moyen d'Information actuel utilisé pour communiquer ou rendre disponibles des informations ou documents spécifiques devant être communiqués ou rendus disponibles soit au moins indiqué dans soit les documents de vente de la Société, soit au siège social de la Société ou du GFIA.

Certains Moyens d'Information (chacun ci-après étant un «Moyen d'Information Électronique») utilisés pour communiquer ou rendre disponibles certaines informations ou certains documents requièrent un accès à Internet et/ou à un système de messagerie électronique. Par le seul fait d'investir ou de solliciter l'investissement dans la Société, un Actionnaire (potentiel) reconnaît l'utilisation possible de Moyens d'Information Électroniques et confirme avoir accès à Internet et à un

système de messagerie électronique permettant à cet Actionnaire (potentiel) d'avoir accès aux informations ou documents communiqués ou rendus disponibles par un Moyen d'Information Électronique.

Par le seul fait d'investir ou de solliciter l'investissement dans la Société, un Actionnaire (potentiel) reconnaît et accepte (i) que les informations devant être communiquées conformément à l'article 13(1) et (2) de la Loi GFIA peuvent être fournies à l'aide d'un site Web sans qu'elles ne lui soient personnellement adressées et (ii) que l'adresse du site Web en question ainsi que le lieu du site Web où les informations sont accessibles sont indiqués dans soit les documents de vente de la Société, soit au siège social de la Société ou du GFIA.

Art. 23. Dissolution et liquidation. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateur(s) (pouvant être une (des) personne(s) physique(s) ou morale(s)) nommée(s) par l'assemblée des Actionnaires qui effectue cette dissolution et qui déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 24. Modifications statutaires. Sauf en cas d'une modification de la vie de la Société conformément à l'article 2 «Durée», les présents Statuts ne peuvent qu'être modifiés, de temps à autre, par une assemblée des Actionnaires sous réserve d'un vote positif de toutes les actions émises à la date de l'assemblée.

Art. 25. Droit applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément à la loi modifiée du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales.

Art. 26. Actionnaire unique. Si, et aussi longtemps qu'un Actionnaire réunit toutes les actions de la Société entre ses seules mains, la Société existera comme une société unipersonnelle et l'Actionnaire unique exercera tous les pouvoirs réservés aux assemblées générales.

Souscription

Les actions ont été souscrites comme suit:

Souscripteur	Nombre d'actions souscrites	Paiement
GRIVALIA PROPERTIES Real Estate Investment Company; précitée	1.000.000	1.000.000 €
Total:	1.000.000	1.000.000 €

Les actions ont été intégralement libérées en espèces; preuve de quoi a été donnée au notaire soussigné.

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incomberont à la Société à la suite de sa constitution sont estimés à approximativement deux mille huit cents euros (EUR 2.800,-).

Déclarations

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales ont été observées.

Assemblée générale extraordinaire

La personne susmentionnée, représentant l'intégralité du capital souscrit et considérant avoir été dûment convoquée, a immédiatement procédé à une assemblée générale extraordinaire.

Après avoir tout d'abord vérifié qu'elle était régulièrement constituée, elle a adopté les résolutions suivantes.

Première résolution

Les personnes suivantes sont nommées Administrateurs pour une période expirant à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2020:

Nom	Adresse	Titre	Date de naissance	Ville et pays de naissance
Georgios Chryssikos	8B Iras str, Nea Erithrea, Attiki, Grèce	Président	29.8.1972	Athens, Greece
Ignace Charles Rotman	40 Hyde Park Gate, flat 3, Londres SW7 5DT, R.-U.	Membre	24.6.1972	Le Mont sur Lausanne, Switzerland
Wade Sebastian Burton	34 Edgar Avenue, M4W 2A9, Toronto, Ontario, Canada	Membre	1.11.1971	Edmonton, Canada
Anastasios Ioannidis	88-90 Kastellorizou str, Voula, Attiki, Grèce	Membre de la direction – Chief Executive Officer	25.8.1970	Athens, Greece

Deuxième résolution

PwC Luxembourg, dont le siège social se situe au 2, Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, a été nommé réviseur d'entreprises agréé jusqu'à l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2016.

Troisième résolution

Le siège social est fixé au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction en langue française; à la requête des mêmes personnes comparantes et en cas de divergence entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux personnes comparantes, toutes connues du notaire par leurs nom, prénom, état civil et résidence, les dites personnes comparantes ont signé avec Nous, notaire, le présent acte original.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 29/06/2015. Relation: EAC/2015/14743. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur ff. (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 1^{er} juillet 2015.

Référence de publication: 2015113159/855.

(150122760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 juillet 2015.

Emilion Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 167.871.

L'an deux mille quinze, le douze mai.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Jean-François FOURTOU, artiste, né le 30 avril 1964 à Paris, demeurant à Dar el Sadaka, BP 2415 Gueliz, 40000 Marrakech (Maroc),

ici représentée par Monsieur Liridon ELSHANI, employé privé, demeurant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration lui délivrée le 28 avril 2015.

Laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par les mandataires des comparants et le notaire instrumentant, restera annexées au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités du timbre et de l'enregistrement.

La partie comparante est le seul associé (l'Associé Unique) de EMILION MANAGEMENT S.à r.l. (la Société), établie et ayant son siège social au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, inscrite sous le numéro B 167.871 auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Francis KESSELER, notaire alors de résidence à Esch/Alzette, en date du 2 mars 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1162 du 9 mai 2012. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

La partie, représentée selon les modalités susmentionnées, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

I. Mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales de dix euros (10,-EUR) chacune constituant l'intégralité du capital social de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR), sont dûment représentées et l'Associé Unique déclare avoir connaissance des résolutions à prendre ce jour.

II. l'Associé Unique désire prendre des résolutions sur les points suivants:

Ordre du jour

1. Dissolution de la Société et décision de mettre la Société en liquidation volontaire;
2. Nomination de FIDESCO S.A. en tant que liquidateur en vue de la liquidation volontaire de la Société (le «Liquidateur»);
3. Détermination des pouvoirs du Liquidateur et détermination de la procédure de mise en liquidation de la Société;
4. Divers.

Ensuite l'Associé Unique a approuvé les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide avec effet immédiat de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation volontaire.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de nommer FIDESCO S.A. avec le siège social est établi au 16, Allée Marcon, L-2120 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 68578, en tant que liquidateur de la Société.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de conférer au Liquidateur les pouvoirs les plus étendus tels que stipulés dans les articles 144 et seq. de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée (la Loi).

L'Associé Unique décide également d'instruire le Liquidateur, dans la limite de ses capacités et selon les circonstances, afin qu'il réalise l'ensemble des actifs et solde les dettes de la Société.

L'Associé Unique décide que le Liquidateur sera autorisé à signer tous actes et effectuer toutes opérations au nom de la Société.

L'Associé Unique décide également de conférer pouvoir et autorité au Liquidateur, pour le compte de la Société en liquidation, afin qu'il exécute, délivre, et effectue toutes obligations relatives à tout contrat ou document requis pour la liquidation de la Société et à la liquidation de ses actifs.

L'Associé Unique décide en outre de conférer pouvoir et autorité au Liquidateur afin d'effectuer, à sa discrétion, tous versements d'avances en numéraire ou en nature des boni de liquidation aux associés, conformément à l'article 148 de la Loi.

Frais

Tous les frais et honoraires dus en vertu des présentes et évalués à mille trois cents euros (EUR 1.300,-) sont à charge de la société.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, tous ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: L. Elshani et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 21 mai 2015. 2LAC/2015/11144. Reçu douze euros (12.- €).

Le Receveur (signé): André Muller.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2015.

Référence de publication: 2015078421/65.

(150089668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2015.

Sopra Steria PSF Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3364 Leudelange, 2-4, rue du Château d'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 100.554.

Les statuts coordonnés au 11 mai 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2015077384/11.

(150087459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Spinforge, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 12, avenue du Rock'n'Roll.

R.C.S. Luxembourg B 158.413.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange.

Carlo GOEDERT

Notaire

Référence de publication: 2015077387/12.

(150087149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2015.

Infinium S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 31, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 111.260.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille quinze, le vingt-et-un mai

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A comparu:

La société dénommée «AGATA S.A.», ayant son siège social à L-2763 Luxembourg, 31, rue Sainte Zithe, R.C.S. Luxembourg B 181089,

ici représentée par:

a) Monsieur Nico HOFFELD, demeurant professionnellement à L-2763 Luxembourg, 31, rue Sainte Zithe;

b) Monsieur Bernard KLEIN, demeurant professionnellement à L-2763 Luxembourg, 31, rue Sainte Zithe;

agissant en leurs qualités d'administrateurs de la société avec pouvoir de l'engager par leurs signatures conjointes.

Lequel comparant dûment représenté, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I. Que la société anonyme INFINIUM S.A. ("la Société"), ayant son siège social à L-2763 Luxembourg, 31, rue Sainte Zithe, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, Section B sous le numéro 111260, a été constituée suivant acte reçu par Maître Blanche MOUTRIER, pré qualifiée en date du 18 octobre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 28 janvier 2006, numéro 206.

II. Que le comparant est le propriétaire de VINGT (20) actions, représentant l'entière du capital émis de la Société au montant de trente-et-un mille euros (Eur 31.000.-).

III. Que le comparant dûment représenté déclare avoir parfaite connaissance de la situation financière et de l'état financier de la susdite Société.

IV. Que le comparant dûment représenté en tant que seul actionnaire, déclare expressément procéder à la dissolution de la Société.

V. Qu'un bilan de clôture de la société INFINIUM S.A. a été établi.

VI. Que le comparant dûment représenté la société dénommée «AGATA S.A.» pré qualifiée, déclare que les dettes connues reprennent toutes les dettes du bilan annexé + les provisions pour impôts et taxes + la facture de la Fiduciaire et la facture de l'acte de dissolution du notaire et le comparant déclare que ces dettes sont payées, que les actifs lui seront attribués et qu'il prend à sa charge tous les actifs, passifs et engagements financiers, présents et futurs, connus et inconnus de la société dissoute et que la liquidation de la société est achevée sans préjudice du fait qu'il répond personnellement de tous les engagements sociaux.

VII.- Que la Société autorise les représentants du comparant à signer les documents et actes pouvant être requis pour dissoudre la Société.

VIII. Que décharge pleine et entière est accordée par le comparant dûment représenté aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

IX. Qu'il sera procédé à l'annulation des actions de la Société.

X. Que les livres et comptes de la Société seront conservés pendant cinq ans à son ancien siège social à L-2763 Luxembourg, 31, rue Sainte Zithe.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée, les représentants du comparant ont signé ensemble avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: HOFFELD, KLEIN, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 22/05/2015. Relation: EAC/2015/11452. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 27/05/2015.

Référence de publication: 2015077786/52.

(150089689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2015.